



MISSION  
MÉTROPOLITAINE  
DE PRÉVENTION  
DES CONDUITES  
À RISQUES

## ACTES DES RENCONTRES 2019

**La prévention à l'ère du 2.0 :**  
**interroger les pratiques préventives**  
**à la lumière des nouveaux enjeux numériques**

Lundi 2 & mardi 3 décembre 2019

L'usine / 379 avenue du Président Wilson, 93210 la Plaine Saint-Denis



**seine-saint-denis**  
LE DÉPARTEMENT



Le numérique bouleverse de nombreux champs de la société et les conduites à risques ne font pas exception. Les acteurs.trices de prévention font face à de nouveaux usages du numérique qui impactent leurs actions de prévention.

Cela questionne plus que jamais le travail des professionnel.le.s de la prévention qui cherchent à mieux comprendre ces changements, avant de faire évoluer le cas échéant leurs pratiques d'intervention.

L'édition 2019 des « Rencontres de la MMPCR » a proposé d'échanger pendant deux journées sur les pratiques de prévention des conduites à risques à l'ère du numérique



# Sommaire

## OUVERTURE DES RENCONTRES

### SYNTHÈSE DE LA PLÉNIÈRE

8

-  [Le monde du digital et son impact sur les conduites à risques / p8](#)

### SYNTHÈSES DES TABLES RONDES

17

-  [Professionnel.l.es 2.0 : quelles postures et quel cadre d'intervention pour la prévention à l'ère du numérique ? / p18](#)
-  [Net, mensonges et \(jeux\) vidéo : esprit critique et \(dés\)information à l'ère du numérique / p27](#)

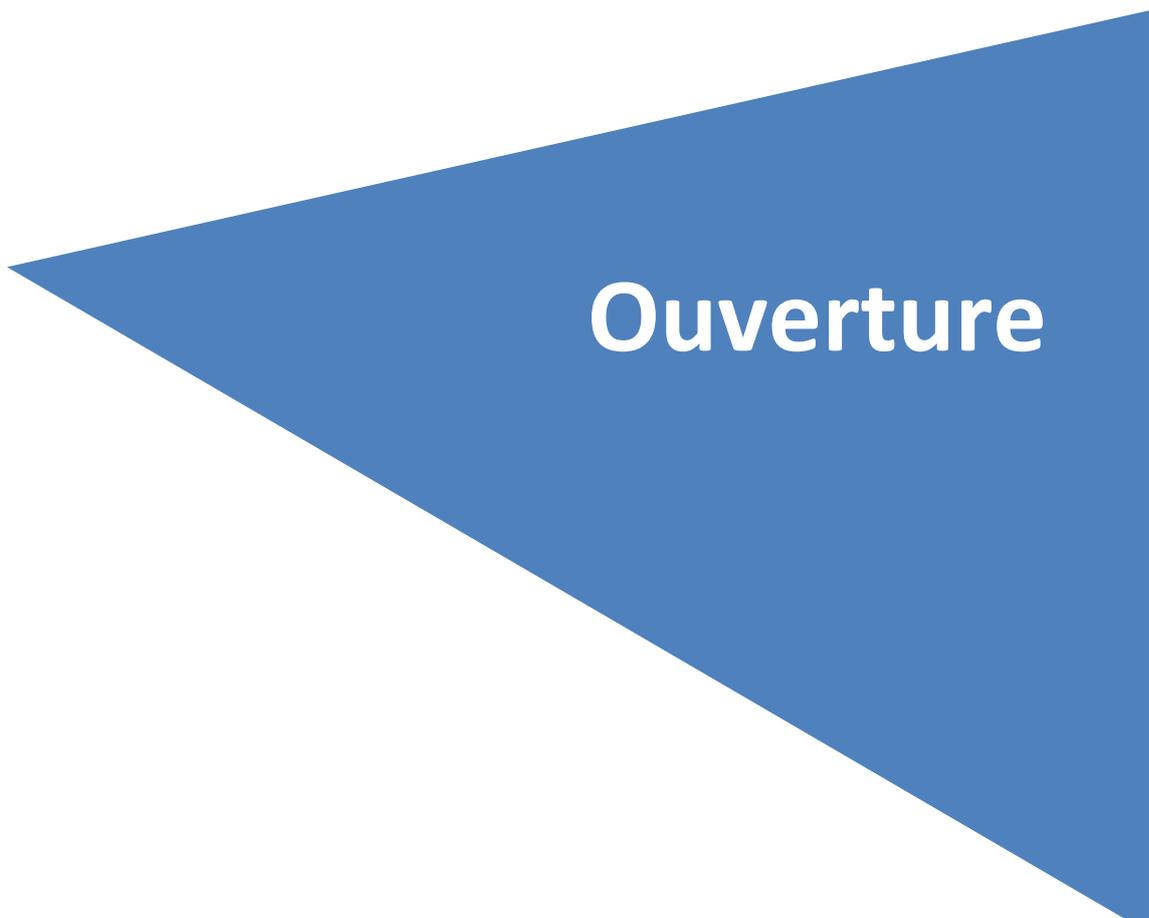
### SYNTHÈSES 4 ATELIERS OUTILS & 11 PARTAGES D'EXPERIENCES

24

-  Expérimentation de l'outil « Amour 2 .0 »
-  Découverte et expérimentation de l'outil « criTIC »
-  Expérimentation de l'outil « Educ'écrans »
-  Cybersexisme : prévenir et agir
-  La parentalité face au numérique (parents d'ados et de préados)
-  Community Manageu.r.se : nouveau métier de la prévention ?
-  E-prévention disruptive
-  Chemsex et réduction des risques, enjeux de prévention 2.0
-  Formation « Prévention des rixes à l'ère du numérique »
-  Maad digital / Plateforme en ligne sur la prévention et le mécanisme d'addiction aux drogues pour les jeunes de 13 à 25 ans
-  Le numérique comme support de mobilisation face aux rixes
-  Hackaton, prévathon, créaton : un nouveau modèle pour favoriser l'émergence de projets en promotion de la santé
-  Accompagner l'adolescent et sa famille dans le dépassement de l'emprise du jeu vidéo
-  L'expérience RDR 2.0 de l'association SAFE
-  Présentation du dispositif « Promeneurs du Net »
-  « Opération #, une approche de la prévention des conduites à risques chez les jeunes par le numérique
-  Projection débat : Le porno en ligne : un nouveau défi pour l'éducation a la sexualité

## ESPACE STAND

72



# Ouverture

Les 2 et 3 décembre 2019, la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques a organisé à l'Usine (La Plaine Saint-Denis) des Rencontres sur le thème « La prévention à l'ère du 2.0 : interroger les pratiques préventives à la lumière des nouveaux enjeux numériques » avec le soutien de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives. Ces journées d'échanges<sup>1</sup> visaient à nourrir la réflexion et l'intervention des acteurs de prévention à l'heure où l'apparition de nouveaux usages du numérique et, dans leur sillage, le développement de certaines conduites à risques impactent leurs modes d'exercice. Pour tracer des pistes, elles étaient construites autour d'une conférence plénière, de deux tables-rondes, de douze partages d'expériences et de cinq ateliers-outils.

---

<sup>1</sup> Il s'agissait de la 3<sup>e</sup> édition des Rencontres. La première a eu lieu les 12 et 13 février 2015 sur le thème : « Face aux conduites à risques : les chemins créatifs de la prévention » ; la deuxième s'est déroulée les 2 et 3 octobre 2017 et avait pour sujet : « Le défi du "faire ensemble" en prévention des conduites à risques ».

L'édition 2019 a accueilli 42 % de participants issus du monde associatif, 24 % des collectivités territoriales, 19 % de l'Éducation nationale et 15 % d'autres horizons

« L'essor phénoménal d'Internet et des réseaux sociaux est une évolution qui a déjà bouleversé la vie de chacun/e d'entre nous et qui interroge les pratiques professionnelles. Il devenait nécessaire de s'y attarder, telle est l'ambition de ces Rencontres », pointe Pierre Laporte, vice-président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis en charge des affaires sociales, de la santé et de la prévention des conduites à risques. Quelques chiffres rappelés par Carmen Bach, responsable de la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques (MMPCR)-Paris, sont à ce titre éloquentes. Ainsi, 9 personnes sur 10 se connectent à Internet, dont 4 sur 5 quotidiennement ; 3 sur 4 disposent d'un smartphone et c'est le cas de près de 100 % des 18-24 ans ; un adulte passe en moyenne 5 heures par jour face à un écran et un Français regarde 2 716 fois par jour son téléphone... « Avec le numérique, c'est une véritable révolution culturelle qui s'est opérée et non un simple changement d'outils. C'est comme une greffe dans nos cerveaux, et elle s'effectue dès le plus jeune âge », analyse Anne Souyris, maire adjointe à la Mairie de Paris, chargée de la santé, du handicap et des relations avec l'AP-HP.

## Agir sans diabolisation

Cet engouement pour le numérique suscite de lourdes inquiétudes. En effet, « dans maintes situations, on a l'impression que l'accès à Internet est vécu comme un temps d'aliénation, d'emprise », observe Carmen Bach. Des parents, que tracasse ce temps colossal passé par leurs enfants sur le Net, interpellent la MMPCR. De même en est-il de professionnels. « Des personnels de PMI et des crèches s'alarment des effets des écrans sur la qualité des relations parents-enfants ; des éducateurs déplorent des déscolarisations en lien avec des harcèlements numériques ou l'emprise de jeux vidéo », témoigne Thibaud Willette, responsable de la MMPCR-Seine-Saint-Denis. D'autres risques sont aussi accrus, voire favorisés, par l'essor du digital et des réseaux sociaux : l'accès aux drogues est amplifié, les pratiques de michetonnage et prostitutionnelles sont facilitées, l'organisation de rixes d'ampleur est permise...

Si ces phénomènes doivent être pris au sérieux et si, pointe Anne Souyris, « les jeunes finissent par être en permanence face aux écrans et que cela interfère dans leur socialisation, dans toute leur vie », il ne faut

cependant pas oublier que le numérique offre également de belles opportunités puisqu'il permet « de faire de nouvelles choses : apprendre, échanger, éduquer, lutter... ». Un point de vue relayé par Carmen Bach, pour qui « avec ce partage d'informations, il s'agit aussi de se donner du pouvoir d'agir hors des circuits traditionnels du pouvoir, de créer de l'intelligence collective ». De fait, en matière de prévention, cela suppose « de ne pas seulement voir comment "lutter contre" mais d'apprendre à développer d'autres formes d'action et à revisiter nos propres pratiques », affirme Anne Souyris. Par son ancrage dans les territoires et les réseaux professionnels, la MMPCR a sur ce plan une belle carte à jouer. Elle est, en effet, en capacité « d'être très réactive face aux évolutions de notre société », estime Pierre Laporte, rappelant l'intérêt « de cet outil unique en son genre, qui permet de mener une action commune à l'échelle métropolitaine par rapport à beaucoup de conduites à risques ». À titre d'exemple, la MMPCR s'est mobilisée ces dernières années pour réaliser un référentiel de prévention de l'entrée des jeunes dans les trafics de drogues, a créé un outil de prévention « chicha » ou encore a contribué à la mise en place d'études et d'actions pour répondre au phénomène croissant des rixes ou du michetonnage des adolescentes. Elle s'est aussi fortement impliquée en matière de réduction des risques (RdR) des usagers de drogues, en particulier dans la réponse à apporter aux consommateurs de crack du nord parisien.

## Des addictions comme les autres ?

### Oui et non

Une telle diversité se retrouve au programme de l'ARS Ile-de-France. Actuellement, celle-ci s'investit en effet, pointe Luc Ginot, son directeur de la promotion de la santé et de la réduction des inégalités, tant dans le cadre du plan crack parisien que sur la prévention du tabac ou encore les conduites à risques en relation avec les nouvelles technologies. Pour le responsable, l'intérêt que l'ARS porte à la problématique du 2.0 repose sur plusieurs éléments. En premier lieu, il rappelle que l'addiction étant une interaction entre une personne, un objet (qu'il y ait un produit ou non) et un environnement, « les nouvelles addictions » entrent dans ce schéma. Ensuite, les addictions dans leur ensemble reflètent aussi la manière dont se construisent les

inégalités, sujet prioritaire pour l'ARS. « Avec les nouvelles addictions, si des mécanismes restent semblables, cela peut toutefois se dérouler un peu différemment et nous devons travailler sur des logiques fines pour comprendre comment se construisent ces inégalités », analyse-t-il. Enfin, le champ des addictions est percuté en permanence par des changements, des secousses, des modifications (des produits, des pratiques, des publics...). « Il en est de même avec les nouvelles technologies, si ce n'est que celles-ci impactent également les pratiques professionnelles, explique-t-il. Or, pour l'Agence, se pose toujours la question de l'efficacité des nouveaux dispositifs de prévention mis en place, comment cette manière d'aborder différemment les missions professionnelles peut être productrice ou réductrice d'inégalités. »

L'ARS, qui a le souci d'encourager l'innovation dans le cadre du numérique, entend soutenir la MMPCR « afin que les pratiques mises en œuvre soient toujours fondées sur les connaissances, sur leurs avancées, car la santé publique est une science en même temps qu'une pratique », estime Luc Ginot. Elle se donne par ailleurs pour responsabilité de tenter d'assurer la continuité du parcours de soins, en favorisant la mobilisation des équipes ambulatoires spécialisées ou non mais aussi hospitalières, ainsi que l'ancrage territorial. Pour travailler sur les nouvelles addictions, « où l'on est à la fois dans la banalisation puisqu'il existe une forme de tolérance du corps social — on recense notamment 32 millions de joueurs vidéo en France — mais aussi dans la mise à distance — puisque cela peut finir par poser problème et génère l'inquiétude des parents —, il me semble important de travailler le rôle des collectivités territoriales, des élus », poursuit-il. Luc Ginot appelle donc les professionnels à s'emparer des contrats locaux de santé « qui sont des espaces où l'on reconstruit certains débats, où l'on travaille certaines questions posées par les acteurs locaux et où l'on essaie d'élaborer

des programmes partagés ». Il les invite aussi en particulier à projeter leurs actions sur les dispositifs d'appui à la coordination.

## Créer de l'intelligence collective

Dans cette même logique d'être au service du territoire et de ses acteurs, d'enrichir la réflexion et les connaissances sur les enjeux de la prévention à l'ère du 2.0, les Rencontres conçues par la MMPCR ont prévu plusieurs temps forts. Au programme tout d'abord, une plénière explorant les liens entre travail digital et société addictogène. Objectif : interroger « l'impact du numérique et du nouveau rapport au travail qui en découle sur les conduites à risques afin d'aider à penser de nouvelles approches préventives qui prendront nécessairement place dans cet environnement », explique Thibaud Willette. Ensuite, deux tables rondes. La première vise à étudier comment l'entrée dans le monde numérique interroge les postures, les façons de travailler, et à débattre de la manière dont le 2.0 bouscule l'intervention sociale et des moyens de l'adapter dans une logique de prévention ou d'accompagnement. Avec la seconde, il s'agit d'explorer des voies aptes à déjouer les pièges du Web, les tentatives de manipulation, les *fake news* et autres propos haineux, en développant l'esprit critique des usagers tout en invitant les professionnels à apprivoiser le numérique et les mécanismes à l'œuvre. À ces temps forts s'ajoute une kyrielle d'ateliers et de partages d'expériences portant sur un large éventail de thématiques (parentalité, sexualité, RdR 2.0, prévention des rixes, jeu vidéo...) et faisant la part belle aux interventions de terrain et à de riches échanges. « Les Rencontres, résume Carmen Bach, c'est à la fois restituer toute la richesse de ce qui s'est passé sur le territoire mais aussi continuer à réfléchir avec les acteurs. ».

## Au bout du déclassement, le clic

Ne pas juger, accompagner, aller vers, faire avec... toutes ces approches propres à la réduction des risques sont, pour Anne Souyris, les bonnes clés pour agir dans le monde concret mais aussi virtuel. À ce titre, l'adjointe à la mairie de Paris souligne combien la MMPCR, dans sa philosophie d'intervention, est « à l'avant-garde » et méritoire. En effet, la Mission agit « dans une atmosphère politique, dont on a souvent la sensation qu'elle n'est pas amie de la réduction des risques. Et cela malgré l'aide permanente de l'Agence régionale de santé », se désole l'élue, qui évoque le traitement des « drames se déroulant Porte de la Chapelle, à La Colline, où l'action simplement répressive n'est pas une réponse viable ». Elle déplore ainsi notamment les difficultés rencontrées à faire ouvrir une salle de repos pour accueillir les « usagers de crack en bout de course » et leur offrir une réponse adaptée à leurs besoins sanitaires. Ces dernières années, complète Pierre Laporte, « la consommation de crack s'est en effet développée et a acquis une forte visibilité, renforcée par l'arrivée de migrants au Nord de Paris, qui sont vite devenus la proie des dealers ». Une étude sur l'action des trois centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogues de Seine-Saint-Denis réalisée à la demande de la MMPCR<sup>2</sup> a d'ailleurs, rappelle-t-il, confirmé l'extension de la consommation de crack au-delà du périphérique. Elle a ainsi pointé, poursuit l'élue, « la nécessité de doter le récent plan de lutte contre le crack de moyens pour ce département », dont le dispositif de RdR est en outre « à bout de souffle », alors qu'il est confronté à la montée des consommations sur fond de précarité galopante. L'étude, qui a par ailleurs également décrit l'existence d'une importante scène ouverte de drogues aux abords de l'hôpital Robert-Ballanger à Aulnay-sous-Bois, a souligné l'intérêt qu'il y aurait à développer de nouveaux outils permettant aux usagers de drogues de consommer dans des conditions sécurisées. « Les trois années d'existence de la salle de consommation à moindre risque parisienne ont permis de voir les résultats positifs, concrets, de ce lieu en termes d'accompagnement des usagers comme de tranquillité publique », remarque-t-il, dénonçant le retard français sur ce plan. De son côté, l'ARS s'est engagée par la voix de Luc Ginot à renforcer les réponses apportées. « L'Île-de-France dispose d'un maillage puissant d'équipements, de dispositifs, d'intervenants (Caarud, Csapa, CJC, maraudes, consultations hospitalières...) que nous entendons maintenir mais aussi développer afin de couvrir les territoires les moins couverts et de répondre à l'évolution des populations. »

---

<sup>2</sup> « Porosités territoriales, progression des consommations, inflation de la précarité : quelles réponses ? - Un état des lieux du dispositif de réduction des risques de Seine-Saint-Denis – 2018 » - Aude Lalande

# Synthèse de la plénière



# Séance plénière 1

## LE MONDE DU DIGITAL ET SON IMPACT SUR LES CONDUITES À RISQUES

« Travail digital et société addictogène, deux espaces d'aliénation et d'emprise ? » Tel était le thème de la conférence plénière qui a réuni deux spécialistes venus d'horizons différents : la sociologie, pour Antonio Casilli ; la clinique des addictions, pour Jean-Pierre Couteron. Tous deux étaient invités à dialoguer sur l'impact des nouvelles technologies sur les comportements, la socialisation et l'organisation du travail. Pour évoquer les liens entre travail numérique et société addictogène, Antonio Casilli s'est concentré sur les intelligences artificielles et l'essor de dispositifs visant à apprendre aux machines à « *prendre à notre place des décisions, à réaliser certains choix, ou parfois même à se substituer aux comportements humains* » et a alerté sur la précarité sociale que ce phénomène engendre en filigrane. Tout en développant la notion de société addictogène, Jean-Pierre Couteron a interrogé, quant à lui, l'hypothèse que la dérégulation économique, les évolutions dans le monde du travail et les rapports sociaux qui en découlent pourraient contribuer à la dérégulation de nos comportements et de fait à une partie des conduites à risques.

### Intervenants

#### **Antonio Casilli**

Sociologue, professeur à Télécom Paris, Institut polytechnique de Paris,  
et chercheur associé à l'École des hautes études en sciences sociales

#### **Jean-Pierre Couteron**

Psychologue clinicien au Csapa Le Trait d'Union de l'association Oppelia à Boulogne-Billancourt  
et ancien président de la Fédération Addiction.

### Animation

#### **Catherine Jouaux et Emmanuel Meunier**

Chef.fe.s de projets à la MMPCR

---

## Intervention d'Antonio CASILLI

---

Permettre à la machine, via une intelligence artificielle (IA) — en l'occurrence Google Net —, de détecter avec finesse des cancers de la peau ou à une application de distinguer un chien d'un loup sont autant d'exploits qui nécessitent d'avoir auparavant fourni à l'IA en question une énorme masse de données (ou *data*) : des images de cancers présumés de la peau dans un cas, de loups et de chiens, dans l'autre. « *Les données sont cruciales pour produire des intelligences artificielles. Les avancées récentes en la matière ne sont d'ailleurs pas dues à l'amélioration des méthodes scientifiques mais à la disponibilité accrue de données* », explique Antonio Casilli.

Les exemples utiles à l'apprentissage automatique des IA, « *soit la manière dont on enseigne aux machines à prendre à notre place des décisions, à réaliser certains choix, ou parfois même à se substituer aux comportements humains* », résume-t-il, sont le fruit d'une production collective. Y contribuent notamment les acteurs de la science participative : des citoyens qui s'investissent, de façon bénévole, pour enrichir (« *entraîner* ») les IA. C'est le cas, par exemple, de personnes qui photographient des oiseaux pour étoffer les banques de données d'ornithologie, qui relèvent les horaires des marées, ou encore qui s'impliquent en matière d'information scientifique via Cochrane Crowd, un outil développé par une ONG. « *La science participative est une activité très noble, et, dans ce cadre, on peut, à la limite, s'accomoder de devoir passer par des plates-formes centralisées, comme Google et Facebook, bien qu'elles ne soient pas toujours respectueuses des lois, des régulations et des systèmes fiscaux...* », estime le sociologue. Là où le bât blesse vraiment, c'est que de tels dispositifs adoptent aussi « *une attitude prédatrice et ne se gênent pas parfois pour récupérer nos données de manière assez disruptive, voire carrément destructrice* », dénonce-t-il. Ainsi, en 2017, la société IBM a-t-elle réussi à passer un accord avec le gouvernement italien pour pouvoir accéder aux données de santé de 61 millions de citoyens afin d'entraîner son IA ; en 2018, l'entreprise Deep Mind, contrôlée par Google, a, quant à elle, obtenu d'utiliser, dans un but semblable, les données

du système de santé britannique. Plus largement, l'automation intelligente repose sur des données établies par le biais du « *digital labor* » humain, expression qui ne cible pas que le travail numérique mais intègre celui que fournissent des milliards d'utilisateurs chaque jour dès qu'ils se servent de ces plates-formes en cliquant avec leur doigt.

## Pas si virtuel que ça

*Le digital labor* humain désigne un ensemble de nouvelles activités. « *C'est un travail qui produit et est basé sur les data, mais c'est aussi un travail tâcheronnisé, c'est-à-dire réduit à des tâches simples, la plus simple étant le clic* », développe Antonio Casilli. Cliquer, partager un élément, ajouter un mot, une ligne, un hashtag, comme sur Instagram ou Twitter, génère, en effet, de la valeur, que captent les producteurs d'IA. Les modèles mathématiques de Google, Facebook et IBM servent notamment à développer des IA déjà présentes dans notre quotidien : c'est le cas d'Alexa, que l'on peut interroger par exemple sur la météo via des enceintes connectées ou de Siri à qui on peut demander, via un iPhone, d'appeler sa grand-mère ou autre. « *Il s'agit d'intelligences artificielles d'un type particulier, qu'on appelle des assistants virtuels. Ce sont des logiciels capables d'interpréter notre parole, de lui donner un sens et de réaliser des choix à notre place* », précise le sociologue. Mais ces assistants virtuels ne le sont en fait pas tant que ça. « *Quand on vous parle d'un processus automatisé, cherchez l'être humain qui se cache derrière. Un nombre impressionnant de personnes sont en fait des assistants humains des assistants virtuels* », souligne-t-il. Les individus effectuant le travail d'intelligence artificielle sont souvent recrutés sur des plates-formes spécialisées, dont la plus célèbre est Amazon Mechanical Turk.

## Les petites mains du numérique

Les travailleurs auxquels recourent les grandes entreprises du numérique s'inscrivent sur une plate-forme (d'Amazon, de Google, d'Apple, voire d'autres sociétés...) pour produire des données en réalisant des micro-tâches, des activités de quelques secondes rémunérées 1 à 2 centimes chacune. Il peut s'agir de retranscrire des mots, de regarder des images pour les étiqueter, les détourner, marquer certaines zones (ciel, montagnes, lac, route...), de retranscrire des tickets de caisse..., l'objectif étant d'entraîner des IA de

reconnaissance de texte ou d'images pour qu'elles apprennent à réaliser leur activité. Il peut aussi être question d'accéder à une page pour décider en un clin d'œil s'il s'agit d'un site porno ou non afin de permettre son classement pour des moteurs de recherche et éventuellement d'entraîner des IA de filtrage de contenus pour adultes et empêcher leur accès à des enfants. Il peut être également demandé de corriger les erreurs d'applications de cartographie et autres GPS ou d'évaluer la demande formulée à l'oral ou à l'écrit par un usager à un assistant virtuel (sur Google, Siri, Cortana...) et la qualité de la réponse donnée.

Mais ces microtâches sont aussi réalisées par les usagers sans recueillir leur avis et sans rémunération. À chaque fois qu'un individu utilise un moteur de recherche, il l'entraîne, en l'habituant à chercher exactement la suite de mots indiqués. Les applications de traduction en ligne sont fondées sur le même principe. Lorsque l'on saisit un texte à traduire via Google traducteur, ce dispositif propose une traduction mais demande aussi si celle-ci convient et si tel n'est pas le cas, il invite l'utilisateur à proposer une autre version, entraînant par là-même les traducteurs automatiques de Google. Lorsque ce dernier exige d'un usager qu'il s'identifie comme n'étant pas un robot en le faisant appareiller des images via NoCaptcha Recaptcha — en lui présentant des panneaux de signalisation, en lui faisant reconnaître des véhicules... —, il entraîne des IA pour véhicules autonomes, la maison-mère de Google disposant d'une entreprise semblable à Uber pour les véhicules autonomes.

## Un écran de fumée

Les entreprises numériques sont assez transparentes sur le fait qu'elles utilisent le travail des usagers. « *Elles disent qu'elles créent des robots humains mais aussi qu'elles ont besoin d'humains se comportant comme des robots pour enseigner aux robots à faire ce qu'ils font* », résume le sociologue, ajoutant que « *le terme de "robot" désigne toute technologie allant du véhicule autonome à l'assistant virtuel en passant par les modèles mathématiques qui détectent les cancers de la peau* ». Ces firmes sont cependant moins transparentes dans leur communication sur d'autres plans. Uber par exemple, dans sa branche véhicules autonomes, insiste sur la noblesse du travail de cartographe effectué, s'efforce de montrer des personnes produisant des données dans de vastes

open spaces, des jeunes, garçons ou filles, blancs, blonds, « *alors que la réalité internationale des personnes acceptant d'entraîner des véhicules autonomes, Siri ou Cortana, ou des moteurs de recherche sont des microtâcherons d'Inde, de Chine et autres pays émergents ou en voie de développement* », assure Antonio Casilli. Les travailleurs d'Apple par exemple, qui vivent pour beaucoup aux Philippines ou au Bangladesh, travaillent parfois depuis chez eux mais le plus souvent depuis des bureaux peu attrayants, avec des rythmes très lourds, des journées très longues et pour des rémunérations très faibles. « *En Indonésie, j'ai vu une tâche payée 0,00008 centime...* », se souvient le chercheur. Au vu des niveaux de revenus dans certains pays, le microtravail peut certes apporter un complément utile. C'est le cas, par exemple, à Madagascar, l'un des plus importants fournisseurs de données pour les IA francophones, où le salaire moyen est désormais de quelque 40 euros par mois. « *Gagner une trentaine d'euros de plus peut se révéler intéressant mais, à un niveau planétaire, on se retrouve face à une forte asymétrie entre les pays achetant des data, et donc du microtravail, et les pays les produisant* », poursuit-il.

## Un bel avenir...

Amazon, Google, Microsoft, Facebook, Apple..., toutes ces entreprises recourent à des personnes sous-payées pour entraîner leurs IA. Le phénomène ne semble pas près de s'éteindre. Il apparaît, en effet, clairement qu'il va perdurer car de nouvelles IA se développent. Récemment, une entreprise française a recruté par exemple des microtâcherons sur des plates-formes pour enseigner à des applications de karaoké des exemples de chansons françaises ce qui suppose de connaître notre culture. « *Nous avons aussi interrogé des personnes qui réalisaient à longueur de journée de l'étiquetage de tomates pour des applications de recommandations alimentaires. Une dame nous a dit qu'on lui demandait d'entourer une tomate dans l'image d'un plat sans savoir à quoi cela pouvait bien servir tout le monde sachant ce qu'est une tomate...* », rapporte Antonio Casilli. Une fois renseignées les IA existantes ou à venir, il faut aussi vérifier leurs performances. Des individus sont ainsi recrutés pour écouter des extraits de conversations humaines d'IA déjà sur le marché. Une personne interviewée en 2018 était ainsi payée pour écouter des extraits de 3 à 15 secondes de ces discussions enregistrées par des assistants vocaux et devait vérifier que la

retranscription automatique effectuée par l'IA correspondait à ce qu'elle, en tant que francophone de langue maternelle, entendait. Par exemple, cette microtravailleuse a trouvé qu'une retranscription disait : « Ben Laden, le mot alors » quand la phrase disait « Bah, donne-le moi alors » ! Enfin, des personnes effectuent de l'imitation d'IA. Une enquête fondée sur des fuites de travailleurs d'Apple a pointé que certaines étaient payées pour écouter ce que les usagers disent à Siri, d'ailleurs parfois sans activer Siri,

qui s'active quand elle veut. « Elles faisaient de l'entraînement ainsi que des vérifications visant à voir si Siri avait bien interprété une commande, mais elles faisaient aussi de l'imitation d'intelligence artificielle », explique Antonio Casilli. « Quelle est la différence entre une IA qui fonctionne et une qui dysfonctionne et a donc besoin d'interventions humaines ?, interroge-t-il. Aucune. Aujourd'hui, on dispose d'IA qui nécessitent de telles interventions. »

## Au bout du déclassement, le clic

Selon l'enquête intitulée « *Le micro-travail en France* » parue en mai 2019 et co-dirigée par Antonio Casilli, quelque 260 000 personnes sont concernées aujourd'hui par cette activité sur notre territoire. Celles-ci réalisent des microtâches sur des plates-formes spécialisées dans la prolongation de leurs compétences. Il s'agit de comptables, de techniciens, de traducteurs... qui n'arrivent pas à trouver un emploi dans leur domaine ou à gagner suffisamment leur vie et qui se rabattent sur ces microtâches pour boucler leurs fins de mois, ce parfois alors même qu'ils ont un CDI. « *Au lieu de réaliser la traduction d'un ouvrage, ils transcrivent des mots ; au lieu d'élaborer l'univers graphique d'une entreprise, ils se contentent de changer un petit vecteur ou d'ajouter un pixel, cela pour un centime* », illustre le sociologue. Ce phénomène, cette forme de continuité, s'articule aussi avec ce qui étaient autrefois les solidarités ouvrières et avec le travail dit d'à côté : les personnes œuvrant le jour à l'usine et réparant le soir ou le week-end les véhicules ou autres objets fabriqués. Mais avec les plates-formes, il n'y a plus, comme dans ce cas, de dimension de réalisation de soi, de tissage de liens ; et les solidarités sont très difficiles à mettre en place, tout comme des modes de défense, l'action syndicale... « *Dans les pays du Nord, ces gens travaillent chez eux, dans un contexte d'atomisation sociale, et n'ont aucune conscience de ce qu'ils sont en train de faire car la plupart accèdent à ce travail en tapant : "gagner un complément de revenus" ou "faire de l'argent en travaillant en ligne" sur un moteur de recherche, sans même connaître le nom de cette activité* », explique-t-il. Ce phénomène, qui va croissant, ne concerne plus seulement les classes populaires. « *Le digital labor commence à avoir un impact social sur des familles qui normalement auraient appartenu à la classe moyenne. Cela révèle un phénomène de paupérisation et de précarisation à l'intérieur des contextes d'intégration classique* », observe-t-il. Mais l'évolution vers le *digital labor* ne se limite pas aux microtâches telles que décrites et il existe une continuité entre celles-ci et l'explosion d'une large palette de métiers : chauffeurs Uber, livreurs Deliveroo... « *Ces activités servent aussi à entraîner des intelligences artificielles, affirme le sociologue. Avant d'être une entreprise de VTC, Uber en est une de dressage de véhicules autonomes ; et si Deliveroo et Amazon mettent en avant la livraison urbaine, c'est en fait de l'entraînement de robots livreurs qu'ils effectuent. C'est du moins le cas aujourd'hui à Londres ou aux États-Unis.* »

---

## Intervention de Jean-Pierre COUTERON

---

« Les addictions ne peuvent être réduites à une maladie. Ce sont aussi des comportements sociaux qui naissent sur le terrain de nos modes de vie. Pour bien comprendre les conduites à risques, il est essentiel de décrypter leur contexte social et culturel », affirme Jean-Pierre Couteron. Pour le psychologue, les conduites à risques jouent un rôle adaptatif entre l'état de soi et l'état du monde ; et chacun se construit via une série d'épreuves, individuellement traversées, cela dans des contextes collectifs aux modalités changeantes. Les bénéfices attendus de ces comportements, qu'il s'agisse de conduites d'usage ou non, sont liés à leurs effets objectifs tant psychocorporels que psychosociaux, mais aussi aux projections qu'ils suscitent. « *Le point de rencontre entre effets et attentes, entre imaginaire et réel, c'est "l'éprouvé", soit l'expérience et son code de lecture, apporté par la culture* », souligne-t-il. Ainsi, la consommation d'un champignon hallucinogène ne sera pas vécue pareillement par un chaman aguerri et par un adolescent inexpérimenté. De même, témoigne-t-il, « *des jeunes s'endorment aujourd'hui après avoir regardé des écrans et fumé du cannabis, alors que pharmacologiquement, ce ne sont pas des fonctions propices au sommeil* ». Si la conduite à risques prend des formes diverses : jeu avec l'interdit, intention ordalique..., elle demeure cependant un moyen de tester ses compétences, d'en acquérir, de gagner en autonomie, en particulier pour l'adolescent.

Aujourd'hui, l'incertain de l'individu (lié à l'âge de l'adolescence, période de grands bouleversements et de doutes, aux parcours de vie heurtés, aux évolutions du monde du travail...) rencontre l'incertain de l'avenir du monde, d'un futur anxigène et il convient de réfléchir à ce nouvel environnement avant d'imaginer les outils à proposer. Sans entrer dans un débat corrélation-causalité, il importe d'interroger l'impact de ce contexte et du nouveau rapport au travail qu'il engendre sur les conduites à risques. L'hypothèse à creuser, résume Jean-Pierre Couteron, est « *jusqu'à quel point notre société de dérégulation économique contribue à la dérégulation des comportements de recherche de plaisir, banalisant l'expérience addictive* ».

## Une société addictogène

Depuis les années 70, quatre types de facteurs socio-anthropologiques ont institué un climat addictogène favorisant le développement des conduites à risques. Tout d'abord, un estompage des cadres et des régulations a exposé de plus en plus l'humain aux influences du marketing et à une communication généralisée, « modifiant les prescriptions le soumettant de moins en moins *aux prescriptions comportementales et aux règles morales extérieures à lui-même* ». Aussi, poursuit Jean-Pierre Couteron, « *dans une société dite singulariste, l'individu prime sur le groupe, la notion de collectivité serait blackboulée* ». Parmi les causes pointées de cette évolution : le nouvel environnement numérique, souvent vu « *comme le grand destructeur du lien social* ». Les travaux de Casilli conduisent à écarter cette mise en cause facile d'un univers technique, pour considérer les réseaux de communication plus paisiblement, comme un fait social, et à étudier les modifications qu'ils entraînent.

Une proposition extraite du livre « *Les Liaisons numériques* », a particulièrement marqué Jean-Pierre Couteron : « *Les solutions informatiques deviennent des solutions sociales.* » Cette phrase en évoquait pour le psychologue une autre relative aux addictions : « *La solution chimique remplace la solution psycho-éducative* ». Dans sa démonstration, Antonio Casilli analysait des changements socioculturels induits sur trois axes : l'espace, le corps et le lien social. Une trame reprise et scrutée avec son regard de clinicien par Jean-Pierre Couteron.

## L'espace, le corps, le lien social

Le virtuel ferait disparaître l'espace. Au domicile, les écrans se sont en effet immiscés dans toutes les pièces ; et, dans les rapports humains, au sein des familles, le numérique modifie les processus d'individualisation. « *Mais il ne fait pas disparaître cette sociabilité — je communique tout autant avec mes enfants à distance grâce à une partie de ces techniques. Il se rajoute en réalité une nouvelle sociabilité* », analyse Jean-Pierre Couteron. De même, Internet a transformé les façons de « faire

communauté », mais sans supprimer les anciennes. Des relations s'entretiennent exclusivement via le Web mais celui-ci permet aussi d'interagir avec les personnes rencontrées en dehors de lui. Si les « *communautés virtuelles* » sont vécues comme potentiellement dangereuses car provoquant un effondrement de la participation sociale qui accentuerait la dimension individualiste de la société », pointe le psychologue, elles peuvent aussi être ressenties comme des espaces où l'on peut se sentir plus libre, où l'on peut plus facilement aller vers l'autre.

L'hypothèse d'un effacement du corps parfois défendue est aussi à nuancer, celui-ci demeurant notamment très présent au quotidien dans les échanges en ligne : photos, selfies, avatars... « *L'adieu au corps serait surtout sa "virtualisation", les réseaux sociaux pouvant même être l'occasion de se réapproprier et de reconfigurer son corps réel, accentuant les risques de dopage, pour le soumettre à l'image idéale qui y est fabriquée* », constate-t-il. Ils permettent aussi des pratiques intéressantes : formation de communautés d'auto-support en lien avec la santé, par exemple. Du côté du lien social enfin, Jean-Pierre Couteron interroge : « *Les liaisons numériques sont-elles de nouvelles liaisons dangereuses, atomisant le lien social ou sont-elles le nouvel outil pour éradiquer la solitude ?* ». Il convient avant tout, selon le psychologue, de décrypter le nouveau « vivre ensemble » promu par le virtuel et « *qu'Antonio Casilli caractérise par la possibilité de construire une sociabilité forte sur des liens faibles* ». Cette sociabilité complète et transforme celle qui la précédait.

### Plus vite, plus fort, plus responsable, plus précaire

Le deuxième type de facteurs à l'origine de l'essor des conduites à risques a trait à la culture actuelle de l'intensité, de la sensation forte, de l'extrême, de l'accélération permanente, de l'accès immédiat à l'objet du désir. « *L'individu contemporain baigne dans une culture qui légitime, voire valorise, le recours aux objets pour atteindre le plaisir, le soulagement des souffrances, l'augmentation des performances, l'affirmation identitaire et la "découverte de soi"* », relève Jean-Pierre Couteron.

Les impératifs de gestion de soi, les injonctions normatives à l'autonomie, la performance et

l'authenticité engendrent une troisième catégorie de facteurs. Dans notre société, l'individu devrait en effet être souverain, maître de ses choix de vie et de ses comportements ; et, seul responsable de ses actes, il devrait en assumer les conséquences. « *Il devient ainsi responsable non seulement de ce qu'il fait mais aussi de ce qui lui arrive* », observe le psychologue, alors même que notre société n'a jamais autant confisqué les moyens d'organiser sa vie du fait notamment des fluctuations du système économique mondialisé, des aléas du marché du travail, de celui de l'immobilier... autant de phénomènes qu'il ne maîtrise pas.

L'aggravation des déséquilibres économiques et la montée de la précarisation sont enfin un facteur important de l'augmentation des usages de drogues, tout comme de l'anxiété, de l'obésité, des maternités précoces, de la violence, des troubles mentaux. « *De nombreux usages de drogues s'inscrivent dans un contexte de relégation sociale et territoriale, où la stigmatisation, la précarisation et le déclassement ont partie mêlée* », rappelle Jean-Pierre Couteron. Le trafic s'est en outre développé, s'imposant comme une économie de substitution face au recul des perspectives d'insertion sociale, se professionnalisant, reproduisant les inégalités du monde du travail, promouvant les mêmes valeurs que celles de l'économie libérale et capitaliste : profit, fétichisme de l'argent, primauté de la concurrence sur la solidarité, inégalités, responsabilité individuelle. De surcroît, « *le trafic contribue à l'accroissement de la pauvreté dans les milieux concernés et à la violence des rapports de domination* », analyse-t-il.

### Le digital labor, piège ou rampe de lancement ?

En 2002, l'anthropologue Pascale Jamouille<sup>3</sup> s'est intéressée à « *l'économie de la débrouille* », pointant les dimensions sociales et économiques des mises en danger des adolescents de quartiers sensibles tout comme leurs comportements d'adaptation à leur contexte de vie. Il s'agissait alors pour les jeunes et les familles de trouver dans leur environnement des ressources adaptées à leurs compétences. « *La débrouille de l'époque était illustrative des anciennes solidarités ouvrières de ces quartiers et d'un "esprit d'entreprise" que l'on commençait à y susciter* », relève

---

<sup>3</sup> « La débrouille des familles. Récits de vies traversées par les drogues et les conduites à risque », De Boeck, 2009

Jean-Pierre Couteron, soulignant qu'on y bricolait, le soir, au black les voitures, mobylettes et autres appareils électroménagers que certains fabriquaient le jour en usine. « *L'objectif était de faire évoluer son mode de vie et ses relations familiales — et les conduites à risques y tenaient leur rôle via de petits trafics apportant un peu d'argent —, de renforcer et diversifier ses appartenances, d'avoir le sentiment de pouvoir modifier son destin* », poursuit-il. La société, l'économie, les solidarités ont changé et il faut maintenant tenir compte de l'impact du numérique et des plates-formes de services (chauffeurs, livreurs, petits travaux, garde d'enfants...), du digital labor et du dispositif de l'auto-entrepreneuriat. Ces plates-formes modifient le rapport au travail. « *S'agit-il d'un "petit boulot", d'un complément des minima sociaux et/ou d'activités illicites, comme ce qui se jouait dans l'économie de la débrouille ? D'une opportunité d'émancipation ou d'un engagement dans une précarité sociale qui cache une "tâcheronnisation" induisant une subordination, sans les garanties et assurances du salariat ?* », interroge le psychologue. Cela peut se révéler, selon lui, un sacré piège mais aussi parfois un point de départ, comme le business au bas des tours pouvait l'être.

## Les addictions, la maladie du siècle

On assiste aujourd'hui à une extension du domaine des addictions, phénomène qui trouve ses racines au XVIII<sup>e</sup> siècle et dont l'essor a résulté des progrès de la chimie, de l'industrialisation des moyens de production et du développement de la société marchande. « *La diffusion des addictions commence là; avant, on ne repère que des consommations ponctuelles, dans des endroits et à des moments donnés* », relate Jean-Pierre Couteron, ajoutant que cette multiplication des drogues dans des contextes économique, politique et social difficiles, a provoqué des dérives parfois spectaculaires : alcoolisme de masse des années 1810 et 1850, morphinomanie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, d'opiomanie et de cocaïnomanie au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'épidémie actuelle d'overdoses aux États-Unis est d'ailleurs construite sur le même modèle, celui d'une souffrance sociale traitée par une réponse pharmacologique — « *mais aussi développée là de façon cynique par certains laboratoires pharmaceutiques* », commente-t-il.

Pour faire face au phénomène, le XX<sup>e</sup> siècle a adopté une approche pénale, répressive, mais demeurée sans succès puisque les addictions n'ont jamais été autant

banalisées. Le spectre de ce que l'on nomme aujourd'hui « addictions » s'élargit par ailleurs : aux écrans, aux réseaux sociaux, au sexe, au sport, aux boissons énergisantes..., suscitant au passage maintes polémiques. « *Ainsi, si l'addiction est en passe de devenir la maladie du début du XXI<sup>e</sup> siècle, comme le furent l'hystérie au XIX<sup>e</sup> siècle et la dépression au XX<sup>e</sup> siècle, c'est peut-être aussi parce qu'elle dialogue particulièrement bien avec les dynamiques et conflits qui agitent notre environnement socioculturel, les aspirations et paradoxes dans lesquels se perd l'individu contemporain* », insiste le psychologue, pour qui il importe de comprendre cette sociogénèse des addictions afin de mieux agencer les réponses apportées. « *Accepter l'hypothèse d'une mutation des mécanismes du plaisir-déplaisir, d'une recherche de bien-être qui s'emballe pour ne créer que du mal-être en épuisant les ressources de l'individu, voire de la planète, et d'un environnement de plus en plus incertain, permet de voir les débats utiles à ouvrir sur les régulations nécessaires, les interdits judiciaires qui seraient plus utiles et moins coûteux que l'actuelle pénalisation de l'utilisateur, les nouvelles méthodes de prévention, 2.0 ou autre, pour aller vers ces publics sans attendre qu'ils viennent faire amende honorable de leur maladie* » estime-t-il. Il s'agit donc de mieux contrôler les risques inhérents à notre société, de réfléchir à la nouvelle dynamique du lien social à adopter, à la dimension fonctionnelle de la conduite à risque et de l'addiction.

## Le lien social pour remède

Si les réponses aux conduites à risques, aux addictions, relèvent du soin, elles ne peuvent se cantonner à la question médicale, psychothérapeutique, et négliger la dimension sociale. « *Les addictologues auraient tort d'ignorer les productions des sciences humaines et économiques, qui aident à s'approprier ce nouveau contexte de vie, à se servir de sa propre expérience et du lien à autrui pour mieux réguler ces conduites en fonction de soi-même, de ses limites et de ses choix. C'est là aussi que naissent nos réponses et pratiques préventives de l'ère 2.0* », assure Jean-Pierre Couteron. Sur ce point, trois outils sont essentiels : la réduction des risques, instrument primordial de la rencontre ; l'accompagnement, notion qui diffère de celle de prise en charge et qui suppose de marcher à côté de la personne et à son rythme, en acceptant parfois de travailler d'abord le social ; et l'intervention précoce. « *En devenant des solutions sociales, les solutions*

technologiques prennent place dans la longue série humaine des artefacts, des prothèses. L'environnement numérique, qui succède souvent à la solution chimique, essuie les mêmes accusations », affirme le psychologue. Mais cette substitution technologique est aussi à l'origine d'avancées auxquelles nous tenons. « L'ancienne débrouille des familles était source d'opportunité, d'émancipation, la nouvelle débrouille

des familles sera aussi un moyen d'enclencher de nouveaux parcours forgés par l'épreuve », résume-t-il. Toutefois, nuance-il, si la première était une dimension adaptative, « le digital et autres formes d'auto-entrepreneuriat semblent répondre à des choix économiques qui s'imposent à ces publics, qui ne sont pas leur création et où ils pourraient se retrouver de fait beaucoup plus enfermés ».

## PLACE AU DÉBAT

- **Quand j'interviens en prévention dans des classes sur les dangers liés à Internet, j'explique souvent aux jeunes qu'ils sont du même ordre que ceux qu'ils peuvent rencontrer ailleurs : escroqueries, prédation sexuelle, violences... Avec le numérique, seule la forme change. Or on entend parfois un discours très diabolisant comme si ces dangers étaient nouveaux. N'y aurait-il pas dans le débat sur le numérique une façon de chercher à éviter un travail sur le fond en ne ciblant que la forme ?**

*Gaëtan Alibert, gardien de la paix, mission de prévention et communication, commissariat Paris 20e*

**Antonio Casilli :** On assiste en effet à des phénomènes de réactualisation d'un ensemble de peurs et de menaces parfois anciennes. Mais il existe aussi un certain élément libidinal, c'est-à-dire une envie de parler de choses qui nous effraient. Et l'outil numérique et ses mots-clés facilitent cela. Autrement dit, si l'on veut lancer aujourd'hui un débat public sur ce qui nous fait peur, il est beaucoup plus simple d'y accrocher du numérique : c'est bien plus facile que d'évoquer les dangers sexuels existant au sein des écoles ou des familles ou les projets d'arnaque liées à des entreprises.

- **Les écrans rentrent beaucoup dans les établissements scolaires sans qu'on se questionne vraiment à ce sujet. Cela me paraît très inquiétant car aujourd'hui on peut parler de réelles addictions.**

*Parent d'élèves, élue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE)*

**Antonio Casilli :** Certes, d'un côté, on lance des programmes de prévention des risques associés aux écrans dans le contexte surtout des foyers et, d'un autre, on vend et on introduit des tablettes un peu partout, c'est paradoxal. Mais attention, les interfaces ne se limitent pas aux écrans. Les assistants vocaux ouvrent un tout autre univers d'enjeux : sociaux, politiques, culturels, qui ne sont jamais abordés. En parlant sans cesse des risques des enfants par rapport aux écrans, on oublie de dire qu'ils sont confrontés aux risques liés aux caméras de vidéosurveillance, à la reconnaissance faciale dans les lycées, à l'enregistrement constant de ce qu'ils disent. Les écrans sont un ennemi simple et identifiable et, de fait, permettent des réactions ; mais on sous-estime ces autres formes, bien plus dangereuses, car on ne les voit pas.

**Jean-Pierre Couteron :** Les écrans, nos enfants les rencontreront inévitablement, car nous en avons besoin. La question n'est pas pourquoi on les introduit dans les écoles mais comment on le fait, avec quels processus de régulation, quels dispositifs de prévention, comment on organise la rencontre entre cette nouvelle technologie et la population. Sinon, il y aura d'un côté les parents qui sauront y préparer leurs enfants et, de l'autre, ceux qui ne pourront pas.

- **Peut-on parler d'une « aliénation au numérique », d'un « travail aliénant » ?**

*Professionnelle exerçant dans un lycée polyvalent, Bagnolet*

**Antonio Casilli :** On peut en effet repérer des éléments d'aliénation comme l'entendait Marx : perte du sens de son activité, détachement d'un tissu social auquel on croyait appartenir..., mais encore une fois, on fait fausse route à se polariser sur les écrans. On est dans le fantasme quand on dit qu'ils produiraient des addictions, des aliénations, de la désocialisation. Avec les écrans, on se trompe d'ennemi. Le danger est partout. Le problème est d'attribuer à un objet technologique un danger qui est collectif, social et systématique, car inscrit dans les modalités mêmes de production, d'existence et de fonctionnement de notre société.

**Jean-Pierre Couteron :** En tant que psychologue, en matière d'addictions, interroger les objets d'addiction — chaque époque en produit — ne me semble pas sans intérêt. Il ne faut pas les dédouaner complètement. Ils ont des avantages, des fonctions qui peuvent répondre à des besoins, même s'ils comportent naturellement des inconvénients. C'est d'ailleurs là toute la richesse de la réponse qu'apporte la réduction des risques.

- **Où commence l'addiction ? On parle beaucoup des conduites à risques des enfants via les jeux vidéo, les réseaux sociaux, mais beaucoup moins des parents addicts à leurs téléphones, leurs ordinateurs, et qui utilisent les écrans comme mode de garde. Les liens semblent s'atténuer dans beaucoup de familles...**

*Ex-professeuse des écoles, chargée des projets scolaires et périscolaires pour une collectivité territoriale*

**Antonio Casilli :** Contrairement à ce qu'on a cru, rien ne prédispose davantage les enfants d'aujourd'hui à être « plus numériques » que leurs parents... sauf leurs parents. Ce sont eux qui réalisent un acte d'injonction consistant à mettre ces technologies dans les mains de leurs enfants et c'est là que des habitudes commencent à s'installer, des gestuelles à se structurer. La question principale c'est pour quelles raisons les parents ont donné des tablettes ou autres à leurs enfants ? La réponse tient à ce qu'ils considèrent que cet objet est valorisant car ça l'est dans leur activité au quotidien. Les tablettes, les ordinateurs sont avant tout des outils de travail. Le problème est qu'on les met dans les mains d'enfants pas en âge de travailler. Après, on s'étonne de l'impact destructeur que cela peut entraîner.

**Jean-Pierre Couteron :** À une époque, on disait que l'addiction c'est la dépendance ; aujourd'hui, on considère que c'est la perte de contrôle, et qu'il y a une gradation possible, des formes les plus légères aux plus intenses. Par rapport aux écrans, j'aimerais que l'on reconnaisse la difficulté de certaines familles à les gérer et la souffrance qui en découle. Il faut les aider, les recevoir, sortir du débat théorique. Pathologiser cette souffrance en ramenant tout à la maladie addiction ne fait pas avancer la situation, mais nier la souffrance non plus. Il faut diversifier la réponse. Celle-ci ne sera pas que dans une application d'aide au contrôle (préciser un peu ce que tu entends par cette application ? Type contrôle parental ?) mais elle en bénéficiera un peu — elles dégagent parfois trop, à mon sens, les parents de leur nécessaire attention éducative, mais, qu'elles aident à fonction de contrôle, pourquoi pas —. Elle ne sera pas plus que dans une thérapie familiale mais là encore un peu, pas que dans le fait de recevoir l'adolescent concerné mais un peu dans le fait de savoir pourquoi il éprouve plus de bien-être à être devant son écran qu'ailleurs dans la maison. Mieux vaudrait d'ailleurs adopter la formule : troubles de l'usage, selon la classification de l'OMS, que d'addiction aux écrans. Cela éviterait de retomber dans le piège du mauvais objet qui a capté l'attention d'enfants qui ne le méritaient pas. Le virtuel n'est pas qu'une machine construite, sur fond de progrès des neurosciences, pour capter l'attention et ses difficultés d'usage invitent à en penser aussi les contextes sociaux et familiaux d'utilisation. !

# Table ronde 1

## PROFESSIONNEL.L.ES 2.0 : QUELLES POSTURES ET QUEL CADRE D'INTERVENTION POUR LA PRÉVENTION À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE ?

**P**arce qu'il modifie en partie les comportements et les modes de sociabilité, le numérique bouscule également les pratiques préventives et interroge les postures professionnelles. Comment dès lors la relation éducative et, plus largement, l'intervention sociale se construisent-elles depuis la généralisation des usages du numérique ? Pour en débattre trois intervenant.es étaient invité.es à partager leurs constats, leurs questionnements, leurs analyses des difficultés rencontrées et des opportunités à explorer, ainsi que leurs modalités d'intervention dans l'espace numérique : la responsable de l'équipe éducative d'une association de protection de l'enfance qui travaille auprès de mineur.es étranger .es en danger, Hors La Rue, un acteur associatif, également sociologue, qui agit dans celui de la réduction des risques, et une psychologue investie dans le lancement des Promeneurs du Net et dans la formation des professionnels.

### INTERVENANTS

#### **Mathilde Archambault**

Responsable de l'équipe éducative, association Hors la rue

#### **Vincent Benso**

Sociologue, Techno +, ASUD, Swaps

#### **Vanessa Lalo**

Psychologue et formatrice sur les questions d'usages numériques

### ANIMATION

**Hélène Tanné** et **Isabelle Jeannes**/ cheffes de projets à la MMPCR

---

Mathilde Archambault

## Quels usages des outils numériques pour aller vers les mineur.es étranger.es en danger ?

---

Très précaires, extrêmement mobiles et hyperconnecté.es. Telles sont les caractéristiques de beaucoup de jeunes rencontré.es aujourd’hui par l’association Hors la Rue, qui intervient depuis 2004 dans Paris et sa proche banlieue pour repérer et accompagner des mineur.es étranger.es en danger. Inscrit.es dans des parcours d’errance, avec ou sans famille, sans grand repère, dans un fort dénuement, ces jeunes forment un public très varié de par leur âge, leur langue, leurs conditions de vie, leurs vulnérabilités, leurs pratiques. Pour autant, presque tou.tes détiennent un téléphone portable. « Ces jeunes mettent un point d’honneur à être équipé.es de façon à pouvoir utiliser les réseaux sociaux dans leur quotidien et, sans abonnement, se connectent partout où cela est gratuit ». ,Et « contrairement aux jeunes Français qui délaissent cette dernière application (Facebook), les mineurs non accompagnés étrangers y recourent largement. En général, ils utilisent très peu *Messenger* mais ils communiquent en commentant successivement une photo, une vidéo, jusqu’à obtenir de vraies conversations », détaille-t-elle.

### Facebook, un point de repère et un vecteur de liens

C’est en 2017 que l’équipe éducative a pris conscience de l’usage des réseaux sociaux par ces jeunes, au moment où elle est véritablement confrontée pour la première fois à des enfants des rues, vivant sans adultes et complètement livrés à eux-mêmes. Ils dormaient dans des squats, des parkings, des usines et autres immeubles désaffectés. Cela a conduit l’équipe pluridisciplinaire à se lancer dans un travail de prévention, de réduction des risques, d’accompagnement vers le droit commun. Mais celui-ci a vite été mis à mal par la forte mobilité de ces jeunes.

« Leur errance s’effectue à l’échelle européenne. Ils peuvent passer deux jours, deux semaines, deux mois dans un pays puis le quitter selon des logiques qui nous échappent souvent, même s’il semble que ce soit lié à des protections, des opportunités de travail, de délinquance de survie..., et réapparaître au bout de six mois ». Les accrocher relève du défi quotidien et le travail éducatif est difficile à engager et à maintenir dans la durée. L’équipe a donc réfléchi à la possibilité d’intervenir via Facebook, que ces jeunes considèrent souvent comme l’extension de leur maison, un moyen de rester en lien les uns avec les autres, de s’échanger des bons plans. Le rôle d’ Hors la Rue est en effet « d’aller vers » et, en particulier vers les plus invisibles, les moins en demande de protection, les plus à mêmes de subir des situations d’exploitation, de prostitution. Mais aller chercher ces jeunes sur la Toile, quand dans la rue c’est impossible, suppose de changer ses pratiques ce qui met en difficulté beaucoup d’éducateurs/trices de rue.

### Des pratiques professionnelles émergentes

Aujourd’hui, l’équipe tend davantage à aborder la question des réseaux sociaux par le biais des risques qu’ils peuvent constituer pour les jeunes que pour en faire un outil de prévention et d’accompagnement éducatif. Ces derniers ont d’ailleurs les mêmes usages à risques que d’autres adolescent.es et, en particulier, ne protègent pas leur identité sur Facebook. Cependant, eux/elles, ont des activités illégales et peuvent se photographier lors de la commission de délits sans se méfier de l’utilisation possible de ces images. Travailler ce sujet avec eux/elles supposerait donc de développer une utilisation positive des réseaux sociaux.

Lorsqu’une réflexion est entamée sur les manières de communiquer par ce biais avec les jeunes, très vite se pose la question du cadre d’intervention, qui se révèle un enjeu majeur pour sécuriser la pratique. Exercer dans la rue est plus complexe pour un éducateur que de le faire dans le centre d’accueil de jour de la structure, où il est entouré d’une équipe pluridisciplinaire, où les règles sont posées. Avec Internet, il en est de même. « Dans la rue, on est un peu “lâché”, il faut faire avec son instinct, ses propres connaissances et compétences. Quand on intervient sur les réseaux sociaux sans cadre et sans formation,

on le fait aussi avec son instinct et il est évident que les éducateurs ayant un usage personnel et régulier des réseaux sont plus aidants que les autres ». Les limites entre le champ professionnel et personnel sont également plus floues. Les jeunes, en particulier les plus en errance, cherchent toujours à faire sortir l'éducateur/trice de la sphère professionnelle. « Ils ne veulent pas d'une relation aidant-aidé, mais d'égal à égal, de copinage ». Avec le numérique, la notion d'horaires s'effiloche également. Et il est difficile pour un.e éducateur/trice sollicité.e en dehors de ses heures de travail sur les réseaux sociaux de ne pas réagir. Et cela d'autant plus s'il s'agit d'une situation de danger avéré et immédiat, ce qui concerne 80 % des jeunes accompagné.es. Plus ces adolescent.es sont dans l'errance et dans le besoin et plus ils/elles veulent une réponse instantanée à leur demande. « Mais mettre en place une veille numérique éducative efficace suppose des moyens humains et un cadre dont nous ne disposons pas actuellement », reconnaît la responsable.

### **Sinon aller vers, du moins maintenir le lien**

Aujourd'hui, *Facebook* sert avant tout à maintenir le lien avec les enfants des rues très mobiles déjà repéré.es et avec qui un travail a été engagé. « Malgré leur errance, on réussit par ce biais à prendre de leurs nouvelles. Peut-être un jour les reverrons-nous et cela permettra-t-il de relancer plus facilement la relation d'accompagnement ? Un simple : "Salut, ça va ?", en termes éducatifs, ça peut aussi être énorme et ça montre au jeune que quelqu'un s'intéresse à lui ». Cela engendre cependant des questionnements quant au principe de libre adhésion à respecter. Par exemple, à quel moment faut-il cesser de demander des nouvelles si le jeune ne répond jamais ? Hors la Rue dispose aujourd'hui d'un compte Facebook, réservé à l'équipe pour proposer des rencontres aux jeunes avec qui une relation éducative a déjà été tissée. « On leur offre de "devenir ami", même si ce terme est des plus tendancieux dans le cadre de notre métier ». Reste que nombre d'éducateurs/trices se sentent très mal à l'aise à l'idée d'avoir accès, via le numérique, à des informations que ne leur confieraient sans doute pas les jeunes dans le cadre d'une discussion en présentiel. La question se pose de savoir s'il est judicieux d'intégrer, dans le travail d'accompagnement, ce qu'une page Facebook donne d'informations sur un.e

jeune. Certain.es ne lisent pas les profils, d'autres si. Cela a parfois pu permettre de retracer un parcours de vie, des étapes oubliées par un.e jeune. Si le travail avec Facebook peut permettre d'entretenir un peu la motivation d'un.e jeune, pas question toutefois d'effectuer d'entretien éducatif formel par son entremise. « Les éducateurs estiment d'ailleurs que ce qu'on peut dire par écrit est davantage sujet à interprétation que ce qui se dit à l'oral, avec sa voix, sa gestuelle », témoigne-t-elle. L'impression règne en tout cas d'une effraction dans l'intimité, même si le fonctionnement du réseau social est connu des jeunes. En effet, « quand on devient "amis" avec les jeunes, ils savent qu'il y a une forme de contractualisation et qu'on va avoir accès à tout ce qu'ils racontent ».

---

Vincent Benso

## **Out reach en ligne et réduction des risques en direction des usager.es de drogue**

---

Diffuser de l'information via *Facebook* ou un site Internet, est-ce vraiment être dans une démarche « d'aller vers » ? Comment s'inscrire dans un « aller vers » en ligne ? C'est pour répondre à ces questions que l'association de réduction des risques (RdR) Techno+, soucieuse de mener sa mission d'*outreach* au-delà de ses interventions de terrain en milieu festif (*free parties, technivals...*) et donc en direction des internautes, a mené une recherche-action. Techno+ s'intéresse en effet depuis longtemps aux nouvelles technologies et a mis en place des outils : pages *Facebook*, site Internet... permettant de transmettre des conseils de prévention et de RdR, pour l'essentiel, liés aux usages de drogues. Le succès est d'ailleurs au rendez-vous puisque plus de un million de visites est recensé par an. « On touche ainsi beaucoup d'internautes, mais cela reste quand même à eux de chercher notre site, et donc d'aller vers nous ».

Grâce à l'enquête, qui a été financée par la DGS et la Mildeca, Techno+ a relevé qu'il existait de nombreux espaces interactifs en ligne vers lesquels la population se tourne pour se renseigner sur les drogues mais où l'information apportée est de piètre qualité. On constate que, si la requête est généraliste, si l'internaute tape « cannabis » par exemple, il/elle est orienté.e vers divers sites validés scientifiquement (Mildeca, OFDT...); mais si elle est plus spécifique, par exemple, « cocaïne problèmes cardiaques » ou « asthmatique diabétique ecstasy », les forums deviennent la principale source d'informations proposée. Techno+ a donc décidé d'évaluer la qualité des conversations qui s'y tiennent. Il en ressort que les forums de consommateurs/trices de drogues tels ceux de Psychoactif ou de Psychonaute sont de bonne tenue. A l'inverse des forums généralistes ou ciblés mais non spécifiques à l'usage de drogues, tels que e-sante, doctissimo, jeuxvideo.com, aufeminin.com..., ressemblent fort au « café du commerce ». « À un

jeune homme disant qu'à force de sniffer de la cocaïne, il avait des saignements de nez, quelqu'un a répondu qu'il devrait passer à l'injection et qu'il est normal au bout d'un moment de se shooter. Personne n'a réagi ! », s'inquiète Vincent Benso. En outre, la recherche action a permis de constater, dans la jungle des sites et forums, la forte présence de l'Église de scientologie. « Dans les vingt premiers résultats affichés par Google suite à une requête, il y a toujours un site ayant un lien avec la Scientologie mais cette affiliation n'est pas revendiquée, il faut gratter pour s'en rendre compte ». De son enquête, l'association a tiré la conclusion qu'aller vers pourrait consister à se rendre sur ces forums pour y proposer des réponses fiables, des orientations, du soutien de qualité aux internautes en difficulté. Ce à quoi elle s'emploie désormais.

### **Le rôle des pairs de confiance**

Les conseils diffusés par Techno+ sur les forums le sont par ses membres bénévoles, amateurs de techno, qui bénéficient d'une longue formation continue mais ne sont pas des professionnel.les de la RdR. « Nous sommes une association de santé communautaire, nous effectuons donc de la prévention par les pairs », précise Vincent Benso. Si la mise en place s'est effectuée assez naturellement, Internet faisant vraiment partie de la culture quotidienne des intervenant.es — qui est semblable à celle du public ciblé —, des doutes ont parfois émergé du fait d'un manque de cadre. « Certaines personnes ont pu poster par exemple sur notre page Facebook des propos qui n'étaient pas du tout représentatifs de ce que Techno+ entend assumer. Nous nous sommes interrogé.es sur qui est responsable de ce qui se poste sur la page Facebook. Les intervenants postent-ils au nom de Techno+ ou pas ? ». Autre difficulté rencontrée : la lourdeur que représente la nécessité de modérer les commentaires sur les articles de l'association. Ce qui pose aussi la question des horaires. « Quand quelqu'un.e poste un commentaire le samedi soir à minuit, combien de temps a-t-on pour le modérer ? », alors que « le levier principal de Techno+, c'est le militantisme des intervenant.es qui agissent en dehors de leurs heures de travail ». Si le dispositif fonctionne assez bien, selon Vincent Benso, cela reste cependant du « bricolage ».

## Une force de frappe négligée

Techno+ souhaiterait pouvoir professionnaliser davantage son action, et ne pas se contenter de celle de bénévoles, mais elle rencontre plusieurs types d'obstacles. « Il y a d'abord une réelle difficulté des institutions, des financeurs, à reconnaître dans l'espace numérique un champ de travail, de prévention, comme un autre ». Pourtant, « quand nous passons un message sur un forum, il est repris par 100 000 personnes, il reste en ligne pendant des années, il est diffusé sur d'autres forums, sur cinquante pages différentes... Cela permet très vite de toucher beaucoup de monde. » L'association se heurte aussi au problème de la territorialisation des subventions. « Aujourd'hui, les financements, c'est la ville, le département, la région..., chacun souhaitant cibler son public. Or Internet, c'est la Francophonie ».

La plupart des plate-formes ont en outre des enjeux commerciaux souvent difficilement compatibles avec les logiques de la RdR. « Elles n'ont pas les mêmes objectifs et nous sommes tributaires de leurs chartes puisque nous intervenons chez eux. C'est un frein important ». Ainsi, à la même requête, Google propose des réponses différentes selon le profil de l'internaute. « Il existe une forme "d'insularité idéologique" : on est entouré de contenus mais tous vont dans le même sens, se confirment et empêchent l'accès à d'autres informations. Sur les forums, cela est carrément expliqué dans les chartes, des règles encouragent cette insularité. Et on ne doit pas poster des liens vers d'autres sites ». Résultat : impossible de proposer un lien vers un outil.

Certains forums, tels *Doctissimo*, acceptent par ailleurs seulement l'intervention de personnes physiques. En conséquence, des personnes morales et identifiées comme telles ont été bloquées sur certains forums, quand bien même il s'agissait d'organismes reconnus. De même, un expert anglais s'est fait définitivement bannir de la plate-forme de rencontres *Grindr* sur laquelle il répondait aux internautes de façon sérieuse et efficace sur le *chemsex*<sup>4</sup>. « On lui a demandé de dénoncer les dealers, ce qu'il a refusé de faire, son

souci étant la seule prévention... », déplore-t-il. Souvent enfin, c'est l'épuisement qui a fini par avoir raison de belles initiatives, telle celle de Not for Human (voir encadré ci-dessous). Aussi, pour le sociologue, il y a aujourd'hui vraiment urgence à considérer Internet comme un vrai champ d'action et à empêcher que des projets riches ne disparaissent faute de reconnaissance institutionnelle, et de financement.

---

<sup>4</sup> Pratiques de consommation de produits psychoactifs en contexte sexuel par des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes

Lors de son enquête, Techno+ a relevé diverses actions d'*outreach* menées sur Internet concernant différentes conduites à risques. Parmi elles :

- **CHEMSEX** : L'association Aides assure une présence sur les sites de rencontres sur la question du chemsex. Un intervenant ayant un profil sur un de ces sites se connecte tous les jeudis de 18 à 20 heures, envoie un message à tous les hommes en ligne pour leur expliquer qu'il est un intervenant de RdR de Aides et qu'il se propose de répondre à leurs éventuelles questions. (Voir page 41 atelier *chemsex*).
- **USAGES DE DROGUES** : Des modérateurs de *Psychonaute* ont décidé de monter l'association *Not for Human* pour diffuser sur les forums des informations validées scientifiquement concernant les drogues. « *Ce sont les premiers en France à avoir eu pour objectif de corriger les fausses informations sur les forums et de s'attaquer à ce vrai problème de santé publique peu pris en compte* », précise Vincent Benso. Le but était d'apporter un soutien aux internautes et de proposer des analyses de produits en échangeant par voie postale, avec l'aide d'un laboratoire universitaire. Le succès était au rendez-vous avec 3 000 messages en 2014 et 20 analyses effectuées. Mais *Not for Human* n'a jamais réussi à obtenir de financements. En 2017, les bénévoles ont fini par s'épuiser et l'association a dû arrêter son action.
- **AUTOMUTILATIONS** : En 2011, à partir d'une recherche universitaire sur les automutilations, deux chercheurs canadiens — dont un avait eu ces pratiques dans l'enfance — ont souhaité intervenir sur YouTube où ils avaient repéré des vidéos d'adolescents se filmant en train de se scarifier, vues des millions de fois et commentées. Ils ont créé un site-ressource, des guides de bonnes pratiques, mais également fait des interventions avec des équipes parcourant YouTube à la recherche de ces vidéos et tentant d'orienter les internautes vers leur site. Ils ont réussi à monter un partenariat avec cette plate-forme qui a accepté d'indiquer de faire appel à ce service en cas de problèmes d'automutilations ou de tentatives de suicide.

---

Vanessa Lalo

## Comment accompagner les professionnel.les dans leurs pratiques éducatives en ligne ?

---

Psychologue clinicienne et formatrice, spécialiste des pratiques numériques et de leurs impacts, Vanessa Lalo a participé à la mise en place de la démarche de présence éducative en ligne *Les Promeneurs du Net*<sup>5</sup>, en particulier via des formations et des analyses de pratiques. Partageant son expérience, elle donne ici des pistes à explorer par les professionnel.les, notamment du champ socioéducatif, tout en appelant à davantage de reconnaissance institutionnelle du travail en ligne.

« Mon rôle au sein des Promeneurs du Net a surtout consisté à déconstruire certains stéréotypes, à travailler la posture, la déontologie, à réfléchir aux moyens de se saisir des différents outils numériques au regard des publics et des missions des professionnel.les, de la réglementation de chaque métier. Nous avons donc mis en place des analyses de pratiques et des formations, et, à partir de 2016, nous avons déployé le dispositif au plan national.<sup>6</sup> »

### Penser un cadre de travail sécurisant

« Beaucoup de professionnel.les hésitent à se lancer, à s'approprier les outils numériques, alors que les publics

---

<sup>5</sup> La démarche « Promeneurs du Net » s'inspire d'une initiative suédoise et a été développée en 2012 en France par la Caf et le Conseil départemental de la Manche. Selon le site [www.promeneursdunet.fr](http://www.promeneursdunet.fr), le professionnel (travailleur social, animateur, psychologue...) « promeneur du Net », « entend poursuivre en ligne, dans la "rue numérique", son travail réalisé sur le terrain et offre une présence éducative là où l'encadrement adulte fait encore trop défaut ».

<sup>6</sup> Dans un second temps, l'expérimentation a été menée par la Caf et le Conseil départemental du Cher (2014), la Caf du Morbihan (2015) et la Caf de l'Ardèche (2016). Le projet « Promeneurs du Net, une présence éducative sur Internet » a été lancé au plan national en 2016 par la Cnaf et ses partenaires (ministères de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, des Familles, Mutualité sociale agricole). Aujourd'hui, il concerne 90 départements.

sont de plus en plus connectés. Les travailleurs sociaux notamment y sont réfractaires au regard des enjeux inhérents à leur métier. Ils/elles se demandent à quoi ils/elles seront confronté.es, s'ils/elles sauront réagir, en particulier face à certaines urgences. Il devient donc crucial de sensibiliser, d'informer, d'éduquer tous les publics. On forme aujourd'hui les jeunes à la question des médias, de la désinformation sur le Net, etc. mais pas les adultes. De fait, ces outils cristallisent beaucoup d'angoisses. Lorsqu'un.e professionnel.le entend des propos haineux dans son bureau, il sait y répondre ; quand cela se produit sur Internet, via des milliers de posts, cela devient difficile : l'affect intervient, resurgit, se reflète dans l'écran. L'analyse des pratiques peut permettre de travailler sur les angoisses que cela génère, donner des pistes.

Sur le Net, on peut aussi se sentir voyeur.e du fait de l'accès libre et de la désinhibition des publics suivis. Il est indispensable d'instaurer un cadre, de définir jusqu'où aller, des procédures d'intervention. On peut décider, par exemple, qu'un.e éducateur/trice ne doit jamais consulter les *stories Snap* des jeunes et juste recevoir les messages privés. Il/elle passera à côté d'informations pouvant servir de leviers pour le travail éducatif mais cela l'empêchera de se mettre potentiellement en danger, s'il/elle repère des activités illégales pouvant nécessiter un signalement. Cela vaut pour d'autres outils, l'important est d'avoir réfléchi à tout cela. Mais il est aussi essentiel de bien cadrer sa présence — et d'abord pour soi —, d'envoyer à chaque fois, un message d'entrée en relation. Quand on reçoit une invitation ou un *follow*, il faut expliciter son identité, son métier, son institution, son cadre d'intervention, les modalités d'échange en ligne que l'on propose : j'aurai accès à tes *stories*, tu peux me bloquer si tu veux, etc. Dans ce cas, s'il n'y a pas d'objection, on peut consulter les contenus que l'on veut. Ces jeunes veulent de l'audience, ils/elles accepteront des personnes juste pour ça, pourquoi se priver de ces informations ? »

### La question du temps et le mode de présence doivent être pensés

« Comment questionner ce que l'on repère sur Internet ? Si l'on intervient en direct à chaque fois que quelque chose ne va pas, le lien risque de se couper, alors que reprendre cela dans un entretien aura un

impact différent. Il ne faut donc pas hésiter à recontacter un.e jeune pour lui manifester son inquiétude, essayer de l'accrocher pour le/la rencontrer. L'important est de retomber dans son cadre habituel malgré l'outil en ligne ; mais aussi de ne pas effectuer d'entretiens en ligne. Sur le Net, on laisse des traces, l'écran peut aussi avoir un effet désinhibant, et on ne sait pas ce qu'une plate-forme commerciale peut un jour en faire. »

« Il faut travailler sur la notion de présence et d'absence éducatives sur le Net. Il est utile de savoir différer à certains moments les réponses, tout n'est pas urgent, et de poser des limites, tout comme on le fait dans sa pratique quotidienne. Et si l'on a cliqué par inadvertance sur un message *Messenger*, *WhatsApp* ou *Snapchat*, mieux vaut signifier de suite que c'est une erreur, que l'on n'est pas disponible et que l'on répondra le lendemain sur son temps de travail, afin d'éviter une réaction négative de la personne qui sait que son message a été lu. Certain.es jeunes peuvent avoir besoin d'identifier des professionnel.les sur le Net et de pouvoir "lancer une bouteille à la mer" sans avoir à attendre la réouverture des services le lendemain. Avoir quelqu'un.e en ligne peut jouer un rôle de soupape. Il est donc utile d'ouvrir d'autres espaces d'intervention afin de permettre un contact en dehors des horaires de bureau, peut-être via du télétravail de 20 h à 22 h. Cela permet notamment de maintenir le lien avec les plus jeunes qui utilisent en particulier beaucoup *Snapchat*, dont les modalités numériques sont éphémères. Tout cela doit être débattu en institution. »

« L'aller vers peut aussi passer par la géolocalisation sur *Snapchat*. C'est très efficace : lors de maraudes de rue, les jeunes peuvent ainsi savoir où retrouver un.e éducateur/trice ; maintenir la localisation activée quand on est au bureau peut aussi leur permettre d'y passer s'ils/elles s'ennuient. Il faut, bien sûr, ensuite ne pas oublier de désactiver la géolocalisation à la fin de sa journée de travail. Il y a ainsi quelques enjeux techniques, d'où la nécessité de se former. On peut aussi apprendre à contourner certaines règles d'utilisation des plates-formes commerciales. C'est, par exemple, ce que l'on a fait avec les Promeneurs du Net sur Facebook, qui ne veut que des personnes physiques, son objectif étant d'être la plus grande banque mondiale d'identités. Nous avons contourné cela en donnant le prénom des professionnel.les avec

en nom de famille l'intitulé de l'institution. La question très pragmatique de l'équipement peut enfin se révéler un frein. On ne peut pas pousser les professionnel.les à être dans le numérique sans avoir défini qui a un portable, qui paye l'abonnement, combien de gigas, etc. »

### Légitimer les pratiques

« S'il n'y a pas de reconnaissance institutionnelle, s'il n'y a pas d'échanges en réunion d'équipe tenant compte de ce qui a pu être vu sur le Net, ces pratiques en ligne ne sont pas légitimées, valorisées. Pour y remédier et ne plus considérer que c'est une activité secondaire, il importe d'écrire dans le projet de la structure qu'elle fait partie des missions de l'institution et de la cadrer dans des chartes, d'inclure la présence éducative sur le Net dans les fiches de poste. Il convient par ailleurs de préciser ce que l'on entend par « virtuel » car cela sous-entend un décloisonnement du réel, alors qu'avec ces accompagnements en ligne, on est dans une continuité du réel, de nos pratiques professionnelles, et on essaie avant tout d'inciter le jeune à fréquenter la structure. Ce virtuel n'existe pas. Enfin, quand on est sur le Net, il ne s'agit pas de s'inventer un nouveau métier. Les compétences, la posture professionnelle, sont déjà là. Au contraire, tout ce qui ne serait pas bien calé habituellement risque d'apparaître clairement sur Internet car tout y est plus excessif. C'est cela qui peut mettre en difficulté. Attention d'ailleurs à ne pas considérer que seul.es les jeunes professionnel.les peuvent effectuer ce travail car ils/elles sont plus familier.es des usages numériques. Je préfère un.e professionnel.le aguerri.e, à la posture affirmée, mais n'ayant jamais utilisé les réseaux sociaux à un.e jeune très à l'aise sur *Snapchat* mais dont la posture n'est pas encore bien établie car il/elle risque d'être dans la confusion entre professionnel et personnel et de n'avoir pas encore bien intégré le cadre déontologique. Deux à cinq ans de pratique me semblent nécessaires avant de se lancer en ligne. »

## PLACE AU DÉBAT

- **Intervenir sur le Net a-t-il fait changer le travail effectué sur le terrain, en particulier par Techno+ ? Et le niveau des échanges est-il différent ?**

*Psychologue dans une association de placement familial*

- **Est-ce du travail supplémentaire pour les équipes éducatives ou du travail autrement ?**

*MMPCR*

**Vincent Benso** : Cela n'a pas changé grand-chose à notre action sur le terrain. Les free parties sont des espaces assez déconnectés des nouvelles technologies même si les participants peuvent être énormément connectés le reste du temps. Ces événements ont souvent lieu au milieu de nulle part, ils durent longtemps, on garde donc les portables éteints car les batteries sinon se déchargent. En milieu urbain, dans certains clubs, on a installé cependant des bornes envoyant des textos. On a mis aussi en place une application sur smartphone permettant d'avoir une brochure directement en ligne. D'autres ont fait des interventions plus ambitieuses telle l'application anglosaxonne Know drugs qui recense la plupart des analyses européennes d'ecstasy, ce qui permet de lancer des alertes concernant certains comprimés. Pour nous, cela fait surtout en réalité du travail en plus.

**Mathilde Archambault** : Notre file active est d'environ 300 jeunes repérés par an et 150 accompagnés. Si nous étions des as du numérique, cela nous ferait une sacrée file active pour entretenir du lien sur Internet. Tout cela est en fait encore en questionnement à Hors la Rue. Nous allons sans doute envisager une formation. Nous avons aussi décidé de travailler à une charte, sachant que nous avons dit que nous ne pouvions être tous à égalité quant à l'utilisation des réseaux sociaux. Pour ceux qui ont envie d'explorer cela, nous allons contractualiser davantage ces pratiques. Quoi qu'il en soit, dans l'aller vers les jeunes en errance, l'outil numérique ne peut être aujourd'hui pour nous qu'un outil complémentaire au travail effectué dans la rue et non un outil à part entière.

**Vanessa Lalo** : Il est vrai qu'au départ, avec cette approche, on perd du temps car il faut s'approprier les outils techniques mais ensuite on en gagne. C'est le cas, par exemple, lorsqu'on envoie un petit snap à un jeune pour lui rappeler un rendez-vous qu'il aurait oublié sinon. À SOS Amitié, association que Facebook propose aux personnes se sentant en difficulté — il suffit de cliquer —, les écoutants téléphoniques ont déjà une réglementation et c'est la même sur les réseaux sociaux. On dispose déjà en fait de réglementations dans « la vie réelle », la question de l'appropriation technique est accessoire, on a tendance à se compliquer la vie alors que la plupart des réponses sont déjà écrites.

# TABLE RONDE 2

## NET, MENSONGES ET (JEUX) VIDÉO : ESPRIT CRITIQUE ET (DÉS)INFORMATION À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

La démocratisation du numérique a ouvert un large accès à tout public à l'information et à la connaissance mais aussi à maintes activités culturelles ou de loisirs, tels les jeux vidéo, et a élargi les possibilités d'expression. Cependant, ce progrès donne également lieu à diverses tentatives de manipulation : fausses informations, rumeurs et théories complotistes, captation de l'attention, récupération de *data*... à des fins commerciales, politiques ou idéologiques. Il importe donc, dans une visée préventive, de comprendre les mécanismes à l'œuvre, ce qui suppose notamment de maîtriser les outils numériques et d'aiguiser son sens critique. À l'occasion de cette table ronde, quatre intervenants issus de champs différents ont évoqué des actions innovantes en lien avec le numérique qu'ils ont mises en place afin de développer l'esprit critique chez leur public. Entretiens croisés autour de quatre questions.

### INTERVENANTS

#### **Sakina Benazzouz**

Professeure de français et histoire-géographie/Éducation nationale

#### **Marie Hatet**

Directrice adjointe/ association de prévention du site de la Villette (APSV)

#### **Réminicie Métayer**

Animatrice socioculturelle / Service d'Accueil d'Urgence 75 , ANRS (Association Nationale de Réadaptation Sociale)

#### **Thomas Versaveau**

Youtubeur, auteur et réalisateur de documentaires d'éducation populaire

### ANIMATION

**Manuel Chambrouy** / Chef de projet à la MMPCR

---

## Question 1

*Quel constat vous a incité à monter un projet en lien avec le numérique et sous quelle forme l'avez-vous réalisé ?*

---

**Sakina Benazzouz**, professeure de français et d'histoire-géographie dans un lycée de Seine-Saint-Denis

Avec l'envolée du numérique, les enseignants n'ont plus la place qui leur était réservée avant. Beaucoup d'élèves passent leur temps sur leur smartphone et remettent en cause la véracité de certaines connaissances enseignées en nous disant qu'ils ont vu sur Internet que c'était faux. Dans le cadre de nos missions, il se révèle souvent très difficile, surtout dans les territoires où nous exerçons, de faire comprendre comment l'information arrive et la nécessité d'entamer une réflexion à ce sujet. Les équipes étaient aussi alarmées par le fait que des vidéos conspirationnistes avaient participé au départ de nombreux jeunes dans des zones où notre société les a perdus et à leur engagement dans une spirale de violence inouïe. Souhaitant agir, nous avons alors monté un projet au long cours pour travailler sur le cheminement des vidéos conspirationnistes et, avec une classe de 24 élèves de terminale de lycée professionnel, nous en avons réalisé une intitulée : « *La véritable identité des chats* »<sup>7</sup>.

**Thomas Versaveau**, YouTubeur, auteur et réalisateur de documentaires d'éducation populaire

Depuis 2011, je diffuse de longues vidéos sur YouTube. Les documentaires que je réalise cherchent à articuler sciences sociales et jeux vidéo et à décrypter les modes de fabrication de ces derniers comme les pratiques des joueurs. Je m'intéresse aussi aux conditions de travail

des concepteurs, aux liens entre écologie et jeux vidéo. Plus que faire la critique de ces jeux, j'essaie de dresser un portrait de cette industrie, d'étudier les systèmes qui les font émerger car il n'y a rien d'innocent là-dedans. Mon constat est qu'il s'opère une mutation du jeu vidéo qui est liée aux mutations de l'économie sur Internet. Fortnite, jeu très apprécié des collégiens et lycéens, s'insère dans cette évolution. C'est pourquoi j'ai réalisé il y a un an un documentaire en le prenant comme sujet afin de donner des clés de lecture aux joueurs, de leur faire comprendre les mécaniques, plus ou moins pernicieuses et toxiques, que mettent ces jeux en place, dont je ne nie pas par ailleurs certaines qualités<sup>8</sup>.

**Marie Hatet**, directrice adjointe de l'Association de prévention du site de la Villette (APSV)

À l'APSV, nous travaillons au quotidien avec des jeunes de Paris et de la Seine-Saint-Denis, issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville, scolarisés en REP, confiés à l'Aide sociale à l'enfance ou encore sous main de justice. Nous élaborons en particulier des actions d'éducation aux médias et, depuis 2015, nous avons approfondi cette approche en développant la prévention des conduites à risques en lien avec le numérique et en abordant des questions de citoyenneté. Avec des collégiens de deux établissements du 19<sup>e</sup> arrondissement, nous avons, par exemple, travaillé sur les *fake news* et réalisé une vidéo que ces jeunes ont souhaité construire sous un format tutoriel à destination d'autres collégiens : « *Fake news, que faire ?* »<sup>9</sup>; L'objectif était de leur faire prendre conscience de la réalité de ces fausses nouvelles et de les outiller face à ce phénomène, tout en favorisant des dynamiques interquartiers. Autre exemple de projet : nous avons réalisé avec des jeunes du Service d'accueil d'urgence 75, une vidéo intitulée : « *L'Homme qui n'aurait pas marché sur la lune* »<sup>10</sup>

---

<sup>7</sup> Cette vidéo est en accès libre sur YouTube sur Vimeo ; <https://vimeo.com/166931978>

---

<sup>8</sup> Cette vidéo est en accès libre sur YouTube <https://www.youtube.com/watch?v=uUJarbHrM>

---

## Question 2

*Quelle définition donneriez-vous de l'esprit critique et pourquoi en faire un axe fort de vos actions sur le numérique ? Quels sont les enjeux en question ?*

---

### Sakina Benazzouz

L'esprit critique, en tant qu'enseignante, c'est conduire les élèves vers un processus leur permettant de comprendre certains fonctionnements, et je me suis inscrite dans cet objectif avec la vidéo. Mais l'esprit critique, c'est aussi une démarche citoyenne reposant sur la volonté de forger les individus à pouvoir devenir par eux-mêmes « *des emmerdeurs* » comme disait le chercheur Albert Jacquart. Les élèves ont l'impression de maîtriser parfaitement le numérique, d'en connaître tous les tenants et aboutissants. Mais c'est un leurre. Nous nous devons d'accompagner nos élèves, qui ont de plus en plus pour seuls outils d'information que leur portable et, à la maison, leur ordinateur – parfois -, afin qu'ils acquièrent les codes utiles à pouvoir prendre le recul nécessaire face au flux d'informations qui leur arrive et en particulier aux rumeurs. Il ne s'agit pas de revenir en arrière mais de leur donner les clés susceptibles de les autoriser à devenir maîtres de cette information, à la décoder, à distinguer le vrai du faux.

### Thomas Versaveau

C'est important de développer l'esprit critique, mais cela peut être pris à l'envers : un complotiste fait preuve d'esprit critique puisqu'il ne suit pas l'histoire dominante et cherche à se faire sa propre idée. Aussi, pour moi, l'esprit critique c'est d'abord une méthode. Il s'agit d'apprendre à distinguer quelles sources ont de la valeur. Cela suppose presque de former les citoyens à être des journalistes par eux-mêmes. J'ai suivi un cours de méthodologie à l'université et j'utilise beaucoup cette approche dans mes documentaires. Aujourd'hui, grâce au Net, nous n'avons jamais eu accès à autant d'informations et aussi rapidement.

Cette démocratisation est formidable et Wikipédia est un objet incroyable et révolutionnaire. Le numérique est une grande chance pour affûter son esprit critique.

Mais c'est aussi un espace où tout le monde peut s'exprimer, créer un site en lui donnant l'air fiable, et cela peut nuire à l'esprit critique. Sur YouTube, il y a une multitude de vidéos négationnistes ou sur les attentats du 11 septembre, j'en ai vu plein quand j'étais petit, heureusement que l'école a semé des graines de doute dans mon cerveau. L'esprit critique, en tant que méthode, permet donc de mieux naviguer dans les espaces numériques en général.

### Marie Hatet

Je partage tout à fait ce point de vue. Et qui dit esprit critique dit capacité à s'interroger mais cela signifie également se sentir capable de s'interroger. C'est pourquoi nous travaillons beaucoup dans nos ateliers sur les compétences psychosociales. Il s'agit de donner aux jeunes confiance en eux et les amener à prendre conscience qu'ils sont tout à fait capables de mettre en œuvre ce nécessaire esprit critique. Avec le développement du numérique, on assiste à une diversification, un renouvellement continu des supports et outils, cela suppose d'être tout le temps en veille. Et pour les professionnels un enjeu à se former. Autre changement de taille : les usagers du numérique en général ne sont plus assignés à une seule fonction sur Internet ou les réseaux sociaux : ils sont à la fois récepteurs, diffuseurs et producteurs. Tous ces statuts sont à interroger. Il faut donc amener les jeunes à prendre conscience à chaque fois des risques, des opportunités mais aussi des responsabilités. L'enjeu, dans nos ateliers, est donc d'essayer d'amener les usagers à identifier ce paysage numérique, qui est très complexe, d'en comprendre les mécanismes (les algorithmes, les traces, les données, le fonctionnement d'un moteur de recherche, de YouTube...). Cette démarche entend permettre aux usagers d'avoir plus de distance, de savoir où ils mettent les pieds et ainsi développer leur sens critique.

---

### Question 3

*Quelle méthode avez-vous concrètement déployée pour développer l'esprit critique du public que vous accompagnez ?*

---

#### Sakina Benazzouz

Nous sommes partis d'une dynamique de projet, qui a duré de septembre à juin et a englobé l'ensemble d'une classe. Nous avons été par ailleurs accompagnés par un cinéaste ainsi que par l'association La Fabrique de l'image, et avons été soutenus par une fondation. En amont de la réalisation de la vidéo, nous avons effectué tout un travail de lecture de documents et sur la manière d'appréhender des images. En particulier, nous avons étudié des unes de journaux portant sur des événements marquants, tant douloureux que festifs. Nous nous sommes aussi rendus au Louvre pour regarder des tableaux de la Renaissance, en séances de groupe. Par cette démarche pédagogique, nous avons mis l'accent sur l'importance des sources, le sentiment que l'on peut éprouver face à une image, une photo, un tableau, la manière dont naissent les émotions. Ensuite, à partir de plusieurs vidéos conspirationnistes que les élèves connaissaient — ils en sont très friands —, nous avons essayé de voir quelles avaient été leurs réactions et les éléments qui laissaient croire à la véracité des propos tenus. À partir d'une de ces vidéos, nous avons démonté tout le processus développé : mise en scène, choix de la musique, usage de la voix off, montage, effets spéciaux... Nous leur avons alors expliqué que, nous aussi, nous allions réaliser une vidéo conspirationniste. Nous avons choisi le sujet des chats car nous voulions éviter tout thème politique ou religieux afin de recueillir l'adhésion de tous<sup>11</sup>. Les élèves ont été très enthousiastes et ont souhaité ensuite publier cette vidéo sur Internet et savoir combien de personnes l'avaient vue. Aujourd'hui, c'est un outil utilisé par l'Éducation Nationale.

---

<sup>11</sup>La première partie porte sur les chats présentés comme des sortes d'« aliens » ; la seconde, sur les ingrédients nécessaires à une bonne théorie du complot.

#### Thomas Versaveau

Mes documentaires s'inscrivent dans une démarche d'éducation populaire. Sur YouTube, je pars du jeu vidéo, tel Fortnite, qui est un sujet ludique, grand public. C'est pour moi un point d'accroche pour étendre la compréhension du monde de la part de communautés pas forcément au fait des problématiques que j'aborde. Je cherche à inscrire le jeu vidéo dans un contexte culturel, politique, social plus large pour que les gens comprennent mieux ce qui se passe. En analysant Fortnite, mon objectif était de parler de l'économie de l'attention. Je démontre ainsi comment Fortnite utilise par exemple certains codes de la mise en scène, la psychologie cognitive pour rendre ses usagers dépendants. Dans une économie de l'attention, la vraie valeur, c'est le temps des gens. Il s'agit de les pousser à rester à tout prix car s'ils restent, ils voient la publicité, cliquent potentiellement dessus, et tout cela rapporte de l'argent. Pour ce faire, les comportements des joueurs en cours de partie sont enregistrés — avec la méthode des *data* — et analysés pour voir à quels moments ils se lassent ou, à l'inverse, quand ils apprécient le plus le jeu et donc comment les retenir davantage. Au-delà de YouTube, j'utilise ces documentaires comme supports pour susciter la discussion et la politisation. Je fais souvent des projections-débats qui visent à générer ensuite des échanges entre les personnes présentes. Petit à petit, je n'interviens plus et ce sont les gens qui élargissent entre eux leur compréhension du monde.

#### Marie Hatet

Comme nous n'avons pas la capacité à constituer des groupes, nous travaillons en partenariat et sur des projets à chaque fois spécifiques. Avec le SAU 75, nous avons mené en 2019 une nouvelle action. Nous travaillions depuis plusieurs années avec des jeunes majeurs sous main de justice sur la question de la citoyenneté par le biais d'actions d'éducation aux médias et nous constatons qu'ils avaient des représentations très stéréotypées, qu'ils tenaient des

propos parfois violents, voire haineux, et qu'ils adhéraient souvent à des théories complotistes. Il nous est alors apparu urgent d'intervenir en prévention auprès d'un public encore plus jeune. Nous avons développé davantage d'ateliers et de modules sur les discours de haine, les appels à la violence, les rumeurs et les théories complotistes. Nous sommes très outillés quant à la lutte contre les discriminations et à la déconstruction des stéréotypes et préjugés, aussi avons-nous pour particularité d'intégrer cette dimension dans tous nos cycles d'ateliers sur le numérique.

Nous veillons aussi toujours à travailler en amont avec les professionnels qui interviendront avec nous, quels qu'ils soient, afin de partager cette prise de conscience et que tous nous portions la même démarche. Via des jeux, du photolangage, des temps d'échanges, nous permettons aux jeunes d'exprimer leur point de vue, de comprendre qu'individuellement comme collectivement, nous sommes porteurs de ces représentations et qu'il importe d'en prendre conscience pour prendre plus de distance par rapport à ce qui peut circuler sur les réseaux sociaux. Nous adoptons par ailleurs une démarche expérientielle, fondée sur des dynamiques d'ateliers, avec beaucoup de mises en situations pratiques. La première phase de l'action sur les discours de haine et les théories complotistes vise à décrypter les ressorts idéologiques. Lors d'un deuxième temps, il s'agit de comprendre le langage audiovisuel notamment par l'analyse d'une vidéo. Enfin, dans une troisième phase, les jeunes en fabriquent une eux-mêmes : recherche d'informations et vérification, maniement d'une caméra, montage, éventuelle diffusion sur les réseaux sociaux. Nous les sensibilisons aussi à l'idée de développer des usages responsables et respectueux du droit.

## Réminicie Métayer, animatrice socioculturelle au Service d'accueil d'urgence 75 (SAU 75) de l'Association nationale de réadaptation sociale

En tant que SAU 75, nous accueillons pour des durées de 4 à 6 mois des jeunes entre 13 et 18 ans pris en charge par l'ASE et très connectés. Nous avons donc besoin de nous rapprocher de structures habituées à travailler sur le numérique et disposant d'outils adaptés, c'est pourquoi nous avons mené avec l'APSV cette action sur les discours de haine et les préjugés. Des professionnels du SAU 75 ont été formés et ont copréparé ce projet avec l'APSV en partant des besoins des jeunes. Pendant ces actions, qui s'étalent sur quatre jours lors des vacances scolaires, les jeunes disposent d'un espace pour s'exprimer qu'ils n'ont pas toujours par ailleurs. Ils évoquent parfois leur vécu sur Internet en tant que victimes ou que spectateurs de vidéos affectant leurs camarades. Ils rencontrent des journalistes et autres professionnels, pour comprendre d'où vient une information, comment la questionner sur les réseaux sociaux, son intentionnalité..., les risques et les responsabilités qu'il y a à partager cette information, à la dénoncer ou la liker.

**N'y a-t-il pas une ambiguïté à utiliser les réseaux sociaux et autres plates-formes pour les critiquer, dénoncer leurs méthodes, alors qu'en y postant quelque chose, on participe à cette industrie ?**

*Christophe Gral, chargé de l'intégration numérique dans une association, Paris*

**Thomas Versaveau :** Je ne nie pas qu'il y a une contradiction évidente à critiquer une plate-forme comme YouTube tout en postant sur YouTube mais aujourd'hui, il n'y a pas le choix. Ces plates-formes ont un monopole assez terrible. Mes vidéos sont aussi sur PeerTube, un logiciel libre d'hébergement de vidéo décentralisé, mais cela n'a que très peu de visibilité. Être sur YouTube est une manière d'occuper l'espace car les gens y vont de toute façon et il me semble important que quelques vidéos y critiquent son hégémonie et pointent certains dysfonctionnements. Nous évoluons dans ce système, aussi, à mon sens, on ne peut pas discréditer ces pratiques.

---

## Question 4

*Quels effets ont ces actions sur les jeunes accompagnés et sur vos pratiques éducatives ou préventives ?*

---

### **Sakina Benazzouz**

Avec cette classe de terminale, la dynamique de projet a été extraordinaire. Cela a permis aux élèves de s'interroger un peu plus sur la source des vidéos. Ils ont aussi été fiers de cette action et ce d'autant plus que leur vidéo est désormais utilisée dans d'autres établissements pour aborder la question du conspirationnisme. Beaucoup d'enseignants ont conscience que faire réussir nos élèves passe aussi par ce genre de projets qui permet de les valoriser, de leur redonner confiance. Lorsque la classe voit le résultat, elle se sent confortée dans une dynamique très positive, et, sur nos territoires, c'est particulièrement important. Beaucoup de nos élèves, surtout en lycée professionnel, ont été brisés par le système éducatif et ont une image très négative d'eux-mêmes. Ces expériences ont des impacts que l'on n' imagine pas au départ. Notre projet a amené nos élèves à croire en leurs capacités à réussir leur bac professionnel, à mener à bien une démarche qui paraissait impossible. Si beaucoup d'enseignants se sont saisis aujourd'hui du sujet du numérique — nous ne pouvons d'ailleurs plus faire nous-mêmes sans Internet au quotidien —, il conviendrait cependant aussi d'effectuer un travail auprès des parents pour agir sur la façon dont cet outil est géré au sein de la famille.

### **Thomas Versaveau**

Mes vidéos font environ 110 000 et 120 000 vues sur YouTube, elles touchent donc potentiellement pas mal de gens. Beaucoup de gens assistent aussi aux conférences-débats que j'organise et s'expriment sur ce que cela a changé pour eux. Je reçois par ailleurs de plus en plus de messages de professionnels de l'industrie des jeux vidéo qui m'informent qu'elles sont pas mal regardées. J'ai aussi appris, et j'en suis ravi,

que des personnes se sont syndiquées après avoir découvert ma vidéo sur les conditions de travail dans ce secteur. Dans un documentaire, j'ai parlé d'Ubisoft, un des plus gros acteurs du jeu vidéo, et j'ai pu rencontrer le directeur créatif de cette société car mon travail l'avait interrogé sur ce que je fais. Peut-être que ce projet a permis de développer un peu une prise de conscience, qui sait ?

### **Réminicie Métayer**

L'action avec l'APSV s'inscrit dans un partenariat qui dure depuis six ans. Visant à développer des projets ayant pour objectif la socialisation et la prévention des conduites à risques, elle alimente chez les jeunes accompagnés une réflexion qui aura peut-être en soi des conséquences sur le long terme. Cette action, qui leur permet de mieux appréhender les images, peut en outre se prolonger ensuite au sein du SAU 75, les jeunes pouvant s'y exprimer sur ce qu'ils ont vu et appris. Le fait que les professionnels du SAU aient été formés en amont les sensibilise davantage aussi à la thématique développée. Tout cela permet d'avoir un accompagnement sur du moyen-long terme au sein de la structure.

### **Marie Hatet**

Le travail que nous menons ensemble en amont me paraît essentiel à la réussite de l'action, surtout avec ces jeunes qui ont un parcours de vie et/ou scolaire abîmé ou lourd. Il y a, à cette occasion, un véritable partage d'expertise et cela me semble vraiment important de tenir cette dynamique partenariale du début jusqu'à la fin du projet. Nous nous mettons en effet d'accord sur les objectifs à atteindre et nous évaluons à l'issue de l'action ce qu'il en est. Pouvoir travailler sur la durée dans le cadre de ce partenariat est selon moi une clé de réussite.



Synthèses

4 ateliers

**11** partages  
d'expériences

## Expérimentation de l'outil « Amour 2.0 »



Séduire à partir d'applications de rencontre, exposer ses faits et gestes sur la toile à travers des photos et/ou vidéos, indiquer que nous sommes célibataire / en couple / marié-e sur les réseaux sociaux... Voilà autant de nouveaux comportements qui sont apparus avec les nouvelles technologies. Ces changements sont si récents et si rapides qu'il nous est difficile d'avoir un réel recul sur le sujet. Considérant qu'il est important de prendre le temps de creuser cette thématique et d'aborder les nouveaux comportements « en ligne », la FCPPF\* a conçu cet outil pédagogique comme un support pour aborder l'amour à l'ère du virtuel.

### Objectifs

- Prendre un temps d'arrêt pour analyser l'impact des nouvelles technologies dans les relations amoureuses ;
- Permettre à chacun-e de réfléchir à la gestion de son identité en ligne, à la notion du temps dans une relation amoureuse, à son comportement sur internet, notamment au niveau du partage des données personnelles;
- Prévenir les dérives inhérentes à l'utilisation d'internet et prendre conscience de la pérennité des données dans le temps sur le web;
- Permettre à chacun-e de réfléchir aux stéréotypes de beauté véhiculés par la société ;
- Développer son esprit critique ;
- Promouvoir des lieux d'échanges ouverts et respectueux des différentes attitudes et valeurs que l'on peut rencontrer dans la société.

### Pour qui ?

- Aux professionnel-le-s de première ligne : éducateurs-trices, animateurs-trices, enseignant-e-s qui souhaite aborder l'amour à l'air du virtuel avec un groupe d'une dizaine de personnes

### Présentation lors des Rencontres

L'atelier a débuté par une présentation de la FCPPF, qui conçoit produit des outils pédagogiques pour aborder l'éducation à la vie relationnelle affective et sexuelle EVRAS\*.

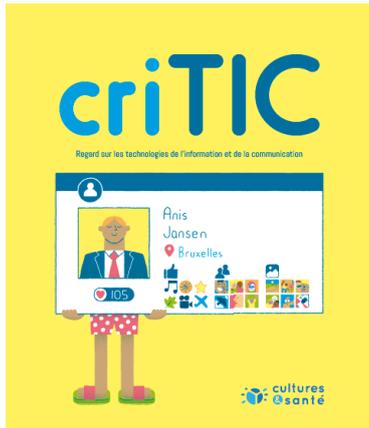
Afin de mettre à jour les connaissances, les applications de rencontres connues et leurs spécificités ont été recensées. L'importance de la posture de l'animateur pour aborder cette thématique est rappelée ; écoute bienveillante, non jugement, climat de confiance, règle de fonctionnement du groupe (un cadre de respect de soi, de l'autre et de confidentialité)

C'est à travers 8 scénettes qui s'inspirent d'histoire vécues que les professionnels ont pris un temps pour analyser l'impact des nouvelles technologies dans les relations amoureuses. Afin de faciliter les échanges, les participants ont été répartis en 4 sous-groupes qui ont travaillé chacun sur deux situations. L'ensemble des participants s'est ensuite réuni pour partager le fruit de ses réflexions, prendre connaissance de toutes les thématiques abordées par l'outil et entrevoir des possibilités d'animations réalisables.

\* **La Fédération des Centres Pluralistes de Planning Familial** est un organisme qui assure deux missions principales : la représentation des 23 centres de planning familial affiliés et la production d'outils pédagogiques sur les thématiques de ***l'Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle*** (EVRAS). L'EVRAS est un processus éducatif qui implique notamment une réflexion favorisant les aptitudes des jeunes à opérer des choix éclairés à l'épanouissement de leur vie relationnelle, affective et sexuelle et à agir dans le respect de soi et des autres. Il s'agit d'accompagner chaque jeune vers l'âge adulte selon une approche globale dans laquelle la sexualité est entendue au sens large et inclut notamment les dimensions relationnelle, affective, sociale, culturelle, philosophique et éthique.

<http://www.fcpcf.be>

## Découverte et expérimentation de l'outil « criTIC »



L'outil criTIC permet, à partir de cartes illustrées, de débattre autour de questions liées à internet, aux réseaux sociaux et aux nouvelles fonctionnalités et façons numériques de s'informer et de communiquer. Il vise, en particulier, à mettre en lumière les effets individuels et sociétaux engendrés et à explorer les mécanismes à l'œuvre derrière l'omniprésence des technologies de l'information et de la communication, et d'éclairer les changements qu'elles produisent dans notre quotidien ainsi que dans notre façon de nous comporter et de voir le monde. Atelier mené par *Cultures & Santé\**, association belge créatrice de l'outil.

L'outil pédagogique "CriTIC" est né du constat que les technologies de l'information et de la communication (TIC) produisent des transformations radicales dans le rapport à soi-même, aux autres et à la société dans son ensemble. Sachant que le progrès technologique est plus rapide que la mise en place de garde-fous permettant d'en limiter les effets négatifs, cet outil « d'éducation permanente » propose d'ouvrir la discussion, à travers différentes cartes illustrées – « TIC », « mots-clés » et « dérives » -, sur les technologies numériques et ses impacts individuels et sociétaux.

Objectifs de l'outil :

- Porter un regard réflexif et critique sur les technologies de l'information et de la communication (en particulier sur les réseaux sociaux) ainsi que sur les changements qu'elles induisent aux niveaux (inter)individuel et sociétal.
- Se réapproprier ces technologies et ne pas seulement les « subir ».

Pour qui ?

- Des adultes et des jeunes (à partir du collège), dans tout type de contexte (éducation, insertion, culture...).
- De 5 à 16 personnes, idéalement pendant 4h (2 x 2h possible).

Présentation lors des Rencontres

Les 30 participants ont été répartis en 2 ateliers, animés chacun pour un représentant de Cultures & Santé. Après un tour de présentation de chaque personne puis de l'outil, les participants ont été invités à réagir aux cartes illustrant différentes technologies de l'information et de la communication afin de (continuer à) les découvrir et déchiffrer leurs usages. Dans un 2<sup>ème</sup> temps, les participants ont été répartis en 2 groupes à qui il a été proposé de classer ces TIC selon un critère subjectif propre à chaque groupe, permettant de rentrer dans le vif du sujet (plus ou moins connue / plus ou moins « utile » / plus ou moins récente...). Enfin, les sous-groupes ont été amenés à réagir à chacun des choix des autres groupes, permettant d'approfondir la réflexion critique sur les TIC en réfléchissant aux effets positifs et négatifs de ces technologies et leurs usages.

\* **Cultures & Santé** est une association sans but lucratif de promotion de la santé, d'éducation permanente et de cohésion sociale, située à Bruxelles et active sur la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle a pour objet social l'amélioration de la qualité de vie des populations dans une perspective d'émancipation individuelle et collective. L'association met en œuvre et soutient plus spécifiquement des actions à destination des personnes vivant dans des contextes où les inégalités sociales se font particulièrement sentir, et avec elles. Cultures&Santé développe une expertise dans la réalisation d'outils pédagogiques et documentaires qui visent au final à augmenter la puissance d'agir et l'esprit critique des populations dans un cadre d'animation collectif et multiculturel.

[www.cultures-sante.be/](http://www.cultures-sante.be/)

## Expérimentation de l'outil « Educ'écrans »



L'outil pédagogique « Educ'écrans » est un support de médiation original destiné surtout aux parents de jeunes enfants (0-6 ans) afin de réfléchir entre parents à la place des écrans dans le cadre familial, et aux impacts d'une éventuelle surexposition. Sans stigmatiser, ni culpabiliser, mais en incitant à se questionner, il est conçu comme un outil ludique d'explicitation (représentations, préjugés, expériences), et destiné à être utilisé comme support à des débats dans le cadre d'animations d'ateliers, de cafés des parents ou toute autre animation collective dans le champ de la parentalité.

Créé à l'initiative de membres du réseau de la Fédération Nationale des Ecoles des Parents et des Educateurs (Fnepe)\*, cet outil ludique de médiation est destiné aussi bien aux professionnels, dans le cadre d'accompagnements de parents de jeunes enfants, qu'aux parents directement afin de réfléchir sur les pratiques des écrans au sein de la famille. Présenté comme un jeu de plateau, cet outil pédagogique permet d'aborder les thématiques suivantes, relativement aux écrans : usages / autorité / apprentissages / santé / rythmes / relations / autonomie. Grâce à des cartes/questions (24 x 12), pensées pour animer plusieurs séances de débats/réflexions, ce jeu permet de discuter sans jugement des « écrans » dans sa vie quotidienne et notamment le lien et l'éducation des enfants, de s'entraider entre pairs (et mères !), et d'élaborer ensemble des pistes d'actions pour limiter les impacts négatifs d'une surexposition aux écrans.

Objectifs de l'outil :

- Réfléchir à la place des écrans dans un cadre familial, sans jugement.
- Se questionner sur les impacts d'une surexposition aux écrans, notamment chez les tout-petits – mais pas seulement ...
- Echanger/débattre/s'entraider entre parents autour des questions liées à l'éducation des enfants, en particulier dans leur relation aux écrans.

Pour qui ?

- Parents de jeunes enfants, et plus largement parents tout simplement ; adultes engagés dans une relation éducative avec des enfants.
- Professionnels travaillant dans le champ de la parentalité.
- Groupe réduit idéalement, jusqu'à une dizaine de personnes maximum.

Présentation lors des Rencontres

Les participants, nombreux, ont été répartis en 2 sous-groupes afin de permettre une meilleur dynamique et des échanges plus adaptés à ce que l'outil propose. Invités à sortir de leur posture de professionnels et à se mettre dans la peau de parents de jeunes enfants, les participants ont pu tester le jeu, notamment sa première étape qui consiste à partager ses représentations et ses expériences autour de la place des écrans dans la vie de la famille. L'outil permet, en fonction des questions proposées, soit d'y réagir individuellement, soit collectivement, soit en « duo », le 2<sup>ème</sup> répondant devant trouver des arguments contraires au 1<sup>er</sup>. Dans un second temps, l'ensemble des participants ont été réunis pour se projeter sur un éventuel « temps 2 », proposé dans l'outil, pour élaborer des pistes d'action éducatives

\* **la Fédération Nationale des Ecoles des Parents et des Educateurs (Fnepe)** est une association loi 1901 qui coordonne, fédère et accompagne les Ecoles des Parents et des Educateurs (EPE) au niveau national. Elle est une association de services aux familles et aux éducateurs en proposant un accompagnement « de terrain » dans les problématiques quotidiennes que peuvent rencontrer les parents et plus largement les adultes qui concourent à l'éducation des enfants et des jeunes, à travers des cafés des parents, des ateliers collectifs, des conférences-débats, des outils pédagogiques, etc. Elle propose également un accompagnement des professionnels à travers des formations et dans la construction de leurs projets.

## Cybersexisme : prévenir et agir



Quels usages les jeunes font-ils des outils numériques aujourd'hui ? Le cybersexisme serait-il différent des comportements sexistes off line par sa nature et pas seulement par son ampleur ? ? Rien n'est moins sûr ...

Pour comprendre le cybersexisme, Amandine Berton- Schmitt, chargée de mission Education, commence par interroger nos représentations, et par revenir sur les mécanismes des comportements et des violences sexistes. Comprendre, pour agir !

Le power point de sa présentation est disponible sur le site [www.mmprcr.fr](http://www.mmprcr.fr)

L'objectif de l'atelier présenté par Amandine Berton-Schmitt - Chargée de mission Education / Centre Hubertine Auclert était de présenter des outils de sensibilisation et des leviers d'action à disposition des publics jeunes et adolescents, de leur entourage et des professionnel.les qui les rencontrent :

- un kit de sensibilisation Stop Cybersexisme à destination des adolescent.es, des étudiant.es et des professionnel.les de la santé et de l'éducation (affiche, flyers et spot)  
<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/stop-cybersexisme>
- un guide protection numérique contre les violences (réalisé à partir du guide créé par le collectif Chayn : « Je protège ma vie privée en ligne »)  
<https://www.guide-protection-numerique.com/>
- « Les 5 bons réflexes pour combattre le cybersexisme »  
<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/outil/5-bons-reflexes-pour-combattre-le-cybersexisme>
- des tutoriels pour signaler : # Je signale !  
<https://www.stop-cybersexisme.com/les-tutoriels-pour-signaler-le-cyberse...>  
<https://www.stop-cybersexisme.com/tutos-signalement>

Il s'agissait également d'échanger sur les autres pistes d'action existantes et notamment le projet-pilote « Prévenir le cybersexisme dans les établissements scolaires » co-construit en 2016-2017 par un groupe d'associations membres du Centre Hubertine Auclert.

[https://www.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/images/bilan\\_projet\\_pilote.pdf](https://www.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/images/bilan_projet_pilote.pdf)

*Pour aller plus loin ...*

Le Centre Hubertine Auclert a coordonné la première étude en France portant sur le cybersexisme, réalisée par l'Observatoire Universitaire International d'Éducation et Prévention (OUIEP) de l'Université Paris Est Créteil, auprès de 1200 élèves franciliens.

<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/outil/etude-le-cybersexisme-chez...>

\*Le Centre Hubertine Auclert est un centre ressources pour l'égalité femmes - hommes et la lutte contre les violences sexistes. Organisme associé de la Région Ile-de-France, il porte l'Observatoire régional des violences faites aux femmes. Il apporte de l'expertise et des ressources sur ces thèmes aux associations, syndicats, collectivités territoriales qui en sont membres (133 associations, 16 syndicats et 58 collectivités locales), et plus largement aux actrices et acteurs francilien.nes.

On peut retrouver les différents outils présentés, parmi d'autres, dans [l'égalithèque](#), qui est une plateforme régionale de ressources et d'échanges sur l'égalité femmes-hommes :

[www.centre-hubertine-auclert.fr/egalitheque](http://www.centre-hubertine-auclert.fr/egalitheque)

## La parentalité face au numérique (parents d'ados et de préados)



Ce partage d'expérience visait à mettre en lumière l'approche développée par l'Observatoire de la Parentalité et de l'Éducation Numérique (OPEN) en matière de parentalité numérique. Cet Observatoire propose en particulier aux parents des stratégies d'accompagnement de leurs enfants « dans leurs pratiques numériques », à travers des ateliers de prévention et de formation.

C'est en tant que Président de l'Observatoire de la Parentalité et de l'Éducation Numérique (OPEN)\* que **Thomas Rohmer** a partagé son expérience et ses réflexions avec les participant.es.

Pour bien comprendre son engagement à travers cet Observatoire, il est utile de préciser que Thomas Rohmer a été nommé Expert sur les sujets Enfance et Numérique au sein du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge. **La question de la protection de l'enfance est au cœur de son approche.**

On parle fréquemment des dangers, à tout le moins des risques liés aux outils numériques. Mais plutôt que de se focaliser sur l'outil, **ne faut-il pas mettre l'accent sur l'enjeu éducatif ? C'est-à-dire faire porter l'action sur l'accompagnement des adultes, parents, enseignants, éducateurs au sens large**, dans leur appréhension des outils numériques ; les accompagner et les responsabiliser.

Cette approche a suscité à certains moments de vifs échanges. En effet, là où des participant.es mettaient en avant des exemples de situations où les parents se trouvaient démunis car ne pouvant pas « lutter contre l'environnement », Thomas Rohmer donnait certes des conseils pratiques mais réaffirmait **une éthique de l'exemplarité**. Comment se faire entendre de nos enfants, de nos adolescents, si nous ne nous appliquons pas les mêmes règles ? Ainsi, « sanctuariser » en quelque sorte des temps de partage (comme les temps de repas) où l'on s'oblige soi-même, en particulier, à ne pas utiliser son téléphone portable. Où l'on ne se dédouane pas en invoquant des nécessités qui vaudraient pour les adultes que nous sommes (répondre à un appel professionnel ou personnel important ...).

Certes, il ne s'est jamais agi lors de ces échanges de diaboliser le numérique. Plutôt de tenir les deux bouts : disposer des informations et des outils nécessaires pour comprendre et savoir faire face aux problématiques rencontrées dans le quotidien avec les enfants et les adolescents et se positionner en tant qu'éducateur responsable au même titre que sur d'autres sujets.

En conclusion, la philosophie d'OPEN peut être rappelée : **« accompagner, former et éduquer est une nécessité afin que ces outils « facilitateurs » de notre quotidien puissent pleinement remplir leur rôle ».**

\* Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique : <https://www.open-asso.org/>

L'Observatoire de la Parentalité & de l'Éducation Numérique (OPEN) est une association à but non lucratif qui a pour vocation d'accompagner et responsabiliser la communauté Éducative (parents, adultes, enseignants...) dans son appréhension des outils numériques.

## Community Manageu.r.se : nouveau métier de la prévention ?



Depuis un an, Fêtez clairs, qui intervient en milieu festif parisien, recourt à une community manageuse pour assurer sa communication sur les réseaux sociaux. Son travail sur Facebook et Twitter a permis de renouveler les messages de prévention et de réduction des risques et de mieux s'adresser au public des fêtards. Un pari réussi.

« J'irai au bout de mes **[RAVES]** *Oui ! Et comment ? Par exemple, en buvant de l'eau régulièrement, en évitant les mélanges, en fractionnant les doses, en espaçant les prises et en utilisant du matériel stérilisé et à usage unique.* » Tel est l'un des messages inventés par Fêtez clairs, dispositif de prévention et de réduction des risques (RdR) en milieu festif, et diffusés sur les réseaux sociaux pour toucher un public de jeunes Parisiens. Sur le même modèle : « **[Billie Gin]** is not my lover »... ou « Je vois la vie en **[dose]** »... Le principe ? De l'humour pour que le message passe et une information sérieuse pour qu'il soit efficace. Décalée, cette campagne de communication fondée sur des jeux de mots a été largement relayée par les internautes, des partenaires institutionnels, une application référençant les lieux où sortir...

**Vers plus de visibilité.** Créé en 2005, Fêtez clairs est piloté par la Ville de Paris via la MMPCR, l'ARS Ile-de-France et la Mildeca. Il s'appuie sur un collectif d'associations (Le Kiosque, Solidarité Sida, Techno+, Team jeunes...) et est porté par l'Anpaa 75. « *Nous travaillons sur la question des drogues, des risques sexuels mais aussi auditifs avec de nombreux établissements parisiens et des organisateurs d'événements qui acceptent que nous mettions en place des actions dans leurs soirées* », explique Franck Moulius, coordinateur de Fêtez clairs, programme qui ne se limite pas à la scène techno et house music. Parmi les actions menées : la formation de professionnels du milieu festif, la tenue de stands de RdR, la distribution de matériel dans l'espace public via des équipes mobiles et désormais la communication sur les réseaux sociaux. Depuis 2018, cette dernière a en effet été développée grâce au travail d'une community manageuse, Virginie Fossé. « *L'évaluation externe du dispositif, une dizaine d'années après son lancement, nous a fait prendre conscience de la nécessité absolue de nous lancer sur les réseaux sociaux pour mieux toucher le public auquel nous voulions nous adresser* », souligne Catherine Jouaux, cheffe de projets à la MMPCR.

**Fidéliser la communauté.** Fêtez clairs dispose d'une page Facebook avec 2 700 abonnés et d'un compte Twitter avec 940 abonnés. En 2019, cela a représenté 500 publications ou tweets originaux, plus de 200 000 impressions sur Twitter et de 160 000 interactions sur Facebook. « *Ces indicateurs prouvent que nous disposons d'une base solide qui suit Fêtez clairs sur les réseaux sociaux. Celle-ci ne cesse de plus d'augmenter et les retours sur nos actions en soirée sont très positifs* », se réjouit Virginie Fossé. Pour maintenir ce lien de confiance, la community manageuse mise sur la clarté et la qualité de l'information ainsi que sur sa diversité : annonce des soirées où Fêtez clairs tient un stand, revues de presse, photos-souvenirs des soirées, actualité du dispositif ou de partenaires. Outre la campagne de communication de 2019, Virginie Fossé a organisé avec succès, sous l'impulsion du comité des noctambules, un jeu-concours sur Facebook visant à impliquer la communauté dans sa communication. Les internautes, qui jouaient pour gagner des entrées en soirée offertes par des acteurs de la nuit, ont ainsi trouvé son slogan actuel : « Fêtez clairs, [Les infos qui vous éclairent]. »

- Les flyers de Fêtez clairs sont téléchargeables sur : [www.fetez-clairs.org](http://www.fetez-clairs.org).

Sur sa page Facebook, le flyer « Attention Ecstasy fortement dosé » a eu un énorme succès. En un mois, plus de 30 000 interactions ont été enregistrées.

- Suite à la campagne de communication de 2019, divers établissements et organisateurs de soirées ont demandé à disposer d'affiches reprenant les jeux de mots. La communication 2.0 essaime donc désormais dans le monde concret.

- Contact : [franck.moulius@anpaa.asso.fr](mailto:franck.moulius@anpaa.asso.fr) / Virginie Fossé

## E-prévention disruptive



Un constat unique et évident s'impose : la nécessité de repenser, d'adapter et de faire évoluer la prévention classique à cette mutation du « secteur » du narcotrafic et proposer des actions de prévention « e-disruptive ».

Depuis 2012, Play Safe est à l'origine de nombreuses innovations utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication : Site Factice de vente de NPS (nouveau produit stimulant) à des fins de RDR, partenariat avec Google & Microsoft, actions sur le Darknet... Ce partage d'expérience a été présenté par **Michel Mau**, président de l'association Play Safe et **Anne Batisse** du Centre d'Addicto-vigilance de l'hôpital Fernand Widal de Paris.

Le marketing social doit offrir de nouvelles pistes, de nouveaux outils de prévention afin de permettre une plus large visibilité dans le domaine de la réduction des risques et des dommages en ligne. Dans quelles mesures les professionnels du marketing peuvent-ils mettre à contribution leur expertise dans le domaine des addictions ?

Au lieu d'utiliser l'« intelligence artificielle » (IA) pour nous traquer, l'IA pourrait-elle uniquement se contenter de mieux nous connaître afin de permettre de mieux nous prévenir ? Comment peut-on rendre le web plus responsable ?

Ce partage d'expérience a montré que le *deal* a changé. Aujourd'hui, la majorité des NPS dont fait partie le GBL se vend en ligne, que les « dealers » en ligne ne se contentent pas de répondre à une demande mais l'anticipe en proposant des réductions aux usagers, des codes de parrainages... exactement comme le fait un site de vente en ligne ordinaire.

- Afin de connaître l'acheteur de NPS et lui conférer des messages de prévention, Playsafe a créé un site factice de vente de produits stupéfiants.
- Afin de responsabiliser les grands acteurs de l'internet, Playsafe a décroché un partenariat avec Google et Microsoft : pour chaque recherche « achat GBL », le site de prévention se situe en première occurrence, bien avant les sites de vente desdits produits psychoactifs.
- Pour finir, Playsafe nous a fait part de sa toute nouvelle collaboration avec des sites de rencontres gays, biais par lequel les dealers peuvent également recruter des chemsexers, consommateurs de produits stimulants pendant le rapport sexuel. Chaque mois un message de prévention « disruptif » est envoyé aux utilisateurs sur différentes thématiques : le consentement, sexe et chemsex, etc.

## Chemsex et réduction des risques, enjeux de prévention 2.0



Depuis quelques années, le Chemsex est au centre des préoccupations des professionnel.e.s de la réduction des risques et sa dimension 2.0 occupe une part importante des actions de prévention. Comment les professionnel.le.s se sont-ils saisis de la problématique ? Quelles sont les réponses apportées ? Quels sont les outils de prévention déployés en ligne ?

Aides est partie du constat que la prévention sexuelle n'était pas adaptée au contexte du chemsex, que les chemsexers détenaient une information insuffisante de réductions des risques et des dommages, que la gestion de leur consommation était difficile et que ce public avait une forte prévalence au VHC, au VIH et autres IST.

**Pour répondre au besoin de ce public spécifique**, Aides a mis en place plusieurs axes, comme notamment le développement d'une réponse basée sur la prévention combinée et les approches innovantes comportementales en développant une prise en charge communautaire, en favorisant une éducation par les pairs, en incitant au dépistage, en soutenant les personnes contaminées et surtout en distribuant du matériel de prévention en quantité suffisante. La mise en place de réelles stratégies de réduction des risques à l'usage de produits psychoactifs en éduquant et informant les usagers, en favorisant l'accès au matériel de réduction des risques, en proposant de faire analyser les produits consommés.

**Dispositif d'urgence.** Conscient que le chemsex et les outils de communication virtuelle sont intimement liés et que désormais tout se passe sur les réseaux sociaux numériques, Aides a mis en place un groupe Facebook « Info Chemsex » où récolter de l'info, de l'entraide par les pairs et une écoute ainsi qu'une ligne Whatsapp dédiée pour les usagers. Le chemsexer a la possibilité de demander et de recevoir de l'aide, de l'écoute et du soutien 24h/24 et 7j/7 via ces deux plateformes.

Les chemsexers ont également accès à une cartographie en ligne des actions menées par l'association : cela permet aux usagers de venir à la rencontre des préventeurs, de faire le plein de matériel de prévention (préservatifs, gels lubrifiants, kit de sniff ou d'injection) et de recevoir des conseils de prévention.

AIDES développe un réseau national d'entraide communautaire pour les usagers de Chemsex, leurs proches, leurs partenaires. Ce numéro d'appel d'urgence est destiné à gérer les situations qui requièrent une prise en charge immédiate : sur-dosage, surconsommation, état de mal-être physique ou psychologique (bad trip, angoisse, descente), prise de risques à VIH ou hépatites, modification et altération du comportement préventif, sentiment d'isolement, interactions entre les produits psychoactifs et les traitements à VIH, conséquences délétères de la consommation sur la santé, l'environnement familial, social et professionnel, etc...



## Formation « Prévention des rixes à l'ère du numérique »



En 2019, l'association de Prévention du Site de la Villette (APSV) a mis en place un module de formation à destination des acteurs et des actrices de la prévention des rixes, en s'appuyant notamment sur l'expertise et l'expérience de Benoît Labourdette en matière de pédagogie, de nouveaux médias et d'usage du numérique.

**Mélanie Le Minh Man**, chargée de formation à l'APSV, a présenté l'action de formation « Prévention des rixes à l'ère du numérique » et sa démarche :

- une journée de plénière pour laquelle ont été sollicités des sociologues des questions de jeunesse et des psychologues experts
- suivie de 4 journées consacrées à la construction de projets de prévention, et intégrant des temps d'analyse des pratiques

Deux des participant.es à la première session de formation ont ensuite témoigné de leurs expériences, Alain, éducateur spécialisé, et Malika, habitante du XIXème arrondissement. Pour Alain, cette formation a été l'opportunité pour les professionnel.le.s de créer du lien en vivant une expérience collective. Malika a dû insister pour pouvoir participer à cette formation, ce qu'elle ressentait comme un besoin fort en tant que parent : « ce qu'on avait, c'était juste l'amour et la peur pour nos enfants ; et sans formation, c'est comme aller à la guerre, mais sans armes ». Elle souligne que la formation lui a permis de changer leur regard sur les équipes de prévention spécialisée.

Benoît Labourdette, qui est cinéaste, pédagogue, expert en nouveaux médias et en innovation culturelle, a ensuite présenté le film collectif réalisé dans le cadre de cette formation, *Rixes Mens*. En mobilisant le groupe en vue d'une seule prise de vue, au moyen d'un smartphone qui passe de main en main pour filmer un objet se préparant avant d'aller participer à une rixe, chaque objet exprimant une émotion, il s'agit de vivre une expérience de coopération, qui mobilise aussi le corps. Cette démarche permet ainsi, en travaillant sur l'empathie et la capacité à se mettre à la place de l'autre, de faire des violences : <https://www.benoitlabourdette.com/films/films-collectifs/rixes-mens?lang=fr>

Benoît Labourdette a ensuite proposé de réfléchir collectivement sur ce que serait la formation idéale en matière de prévention des rixes, en mobilisant, pour « fabriquer un document trace » de ce partage, l'outil *mind mapping*. Les échanges se sont rapidement orientés vers l'analyse et la compréhension du phénomène, faisant émerger des hypothèses explicatives multiples et parfois dissonantes sur les causalités en jeu.

Repérer les besoins en termes de formation supposerait donc de co-construire préalablement une grille d'analyse du phénomène des rixes pour ensuite décliner des axes d'intervention qui seraient étayés par des apports formatifs.

Les trois axes d'intervention de l'APSV sont la prévention spécialisée, le développement social et la formation. Agréée organisme de formation, l'association met en œuvre des propositions suivant les principes de « recherche action » et d'actions sur mesure. Ces formations professionnelles sont orientées vers de nouveaux métiers (de l'image et du numérique notamment) ou destinées aux professionnel.les du social et de l'action culturelle. <http://apsv.fr/formation/>

Benoît Labourdette développe des ressources culturelles et techniques appropriables par les acteurs et les actrices de la prévention, dans une démarche de pédagogie institutionnelle. Il partage ces différentes ressources, ainsi que ses films, sur son site : <https://www.benoitlabourdette.com/>

Il a également réalisé un guide d'éducation à l'image 2.0, téléchargeable gratuitement :

<https://www.benoitlabourdette.com/ressources/livres/livre-education-a-l-image-2-0?lang=fr>

## Maad digital / Plateforme en ligne sur la prévention et le mécanisme d'addiction aux drogues pour les jeunes de 13 à 25 ans



Pour renforcer la culture scientifique des 13-25 ans sur les mécanismes des addictions, faire tomber certaines croyances sur les produits psychoactifs et favoriser la prévention, l'association l'Arbre de la connaissance et l'Inserm ont monté un projet de site dédié : Maad digital. Coconstruit avec des jeunes, ce dernier propose de nombreux contenus scientifiques sous une forme dynamique, pédagogique et fiable, utilise des supports variés, voire ludiques, et essaime sur les réseaux sociaux.

La démarche scientifique pour développer l'esprit critique et permettre des choix éclairés. C'est en partant de ce principe au cœur de ses activités depuis sa création par des chercheurs en 2004 que l'association l'Arbre des connaissances s'est lancée, en 2016, dans le projet de média d'information scientifique sur les addictions : Maad digital — Maad pour Mécanismes des addictions à l'alcool et aux drogues. Une aventure soutenue par la Mildeca et menée avec un partenaire de poids puisqu'il s'agit de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. À l'origine de l'initiative : le projet des « apprentis chercheurs », qui consiste à faire venir des collégiens dans des laboratoires de recherche. « *Il y a quelques années, nous avons développé le thème des addictions et des apprentis chercheurs sont allés dans des laboratoires de neurosciences spécialisés. Nous avons ensuite réalisé une enquête pour sonder les jeunes sur leur vision de l'information scientifique* », explique Jérémie Cordonnier, coordinateur de Maad digital.

**Savoir pour comprendre et prévenir.** Maad digital, qui cible le 13-25 ans, produit des contenus accessibles sur son site et relaie et valorise les documents de cet espace-ressource en diffusant de l'information via les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram). Les sujets sont très variés, depuis la neuroplasticité du cerveau à la cigarette électronique, en passant par le stress, la mémoire, le *binge drinking*... Dans tous les cas, résume Jérémie Cordonnier, « *nous essayons d'adopter un discours assez neutre et de rendre la science attrayante pour les jeunes* ». Les contenus prennent ainsi la forme de brèves, d'articles longs de décryptage, de vidéos et d'infographies « *permettant à chacun de comprendre les processus d'addiction, de se représenter visuellement les effets d'un produit dans son corps, les mécanismes physiologiques en jeu* », précise la community manageuse Isabelle Andreani. S'ajoutent des quiz pour tester ses connaissances de façon ludique ou encore des reportages en laboratoire réalisés par les apprentis chercheurs. Un espace s'adresse en outre spécifiquement aux enseignants. Maad digital dispense enfin de l'information via un chatbot (discussion à partir d'une intelligence artificielle) Facebook Messenger.

**Pour et avec les jeunes.** Tous les contenus reposent sur des sources validées par la communauté scientifique et « *les articles sont coécrits avec des chercheurs* », assure Isabelle Andreani. Par ailleurs, les jeunes sont le plus possible impliqués. Ainsi, poursuit-elle, « *des vidéos sont co-élaborées avec des étudiants et un groupe de jeunes sur Facebook participe à la relecture* ». Cette coconstruction passe aussi par des tests du chatbot dans des classes ou le partenariat avec des écoles de créateurs. Pour davantage encore segmenter l'information en fonction de l'âge et en faciliter l'accès, l'équipe entend enfin prochainement s'engager dans un travail avec des professionnel.le.s de l'enseignement.

- Pour monter le projet Maad Digital, l'Arbre de la connaissance a mené une enquête auprès de 663 collégiens et lycéens. Celle-ci a révélé que 71 % d'entre eux n'ont pas confiance dans les informations sur les addictions délivrées sur le Net mais que 60 % s'intéressent aux recherches sur ce sujet. La plupart considèrent par ailleurs la mise à disposition d'informations scientifiques claires et validées « comme une aide au choix face aux drogues ». (Source : livre blanc, téléchargeable sur le site de Maad Digital).

- Sites : [www.maad-digital.fr](http://www.maad-digital.fr) ; [www.arbre-des-connaissances.org](http://www.arbre-des-connaissances.org)

- Contacts : Jérémie Cordonnier - Coordinateur de projets / L'arbre des connaissances.  
Isabelle Andreani - Community manageuse.

# Le numérique comme support de mobilisation face aux rixes



À partir d'un groupe de paroles « parents » autour de questions relatives à l'éducation, une mobilisation s'est organisée et a abouti à la réalisation d'un film documentaire en 2018 et d'une vingtaine de pastilles postées sur les réseaux sociaux. Des parents présenteront cette démarche. Le dialogue parents/jeunes en a-t-il été facilité ? Les messages de prévention sont-ils mieux entendus par ce canal ? Leur mobilisation collective est-elle renforcée via ce mode d'action et de communication ?

Ce partage d'expérience a commencé par la projection de la première partie du documentaire « **Ça suffit, prenez soin de vous** »\*, intitulée : **De l'inquiétude à la mobilisation**. En effet, avant d'échanger avec les cinq mères du Groupe de paroles Parents présentes et la directrice de l'association "Les Enfants de la Goutte D'Or", celles-ci souhaitaient mieux faire comprendre aux participant.es ce cheminement qui les avait conduites à se mobiliser pour faire barrage aux rixes très violentes entre les jeunes des 18e et 19e arrondissements. Passer de l'inquiétude à la mobilisation, cela n'allait pas de soi. Aussi, il était important d'expliquer, à travers le documentaire, comment des espaces d'échanges privilégiés autour de la parentalité les avaient confortées dans leur rôle et leur capacité à contribuer à prévenir les conduites à risques de leurs enfants.

Mais, concrètement, comment se mobiliser face à ces rixes entre groupes parfois nombreux, armés de bâtons, de barres de fer et de bien d'autres objets devenant de véritables armes ? Face à des rixes, aussi subites que violentes, ayant pour alibi des querelles de territoire et bien souvent organisées par le biais des réseaux sociaux ?

## Comment se faire entendre et faire entendre aux enfants que ça suffit ?

Il s'est agi d'abord de rencontrer les familles des enfants du 19e, en particulier via l'association Vivre Ensemble à Maroc-Tanger (VEMT) ; puis d'organiser ensemble, et avec le soutien de professionnelles du champ social, des marches de l'amitié dans l'espace public et, symboliquement, sur le pont reliant les deux arrondissements. Leur objectif était de montrer leur unité en tant que parents et leur désaccord commun face à ces affrontements. Les parents ont souhaité aller plus loin : « s'adresser directement et collectivement à leurs enfants, à tous les enfants ». C'est alors que le numérique est devenu un support privilégié de mobilisation pour eux.

S'ils n'étaient pas d'emblée conscients de l'impact de la « culture du numérique » sur leurs adolescents et pré-adolescents, ils ont vite appréhendé le rôle des réseaux sociaux et ils ont pris la décision de s'en saisir : « Nous avons voulu nous adresser à ces jeunes par le canal qu'ils utilisent pour se rencontrer et montrer que nous, parents, sommes présents partout : dans la rue, sur les réseaux sociaux... L'idée est d'aller sur leur terrain pour faire passer le message et être plus largement entendus ». Ce sont donc une vingtaine de pastilles ou clips réalisés par Nadia Djabali qui vont relayer leurs messages aux jeunes. Des messages forts où ils disent leur détermination à ne pas les laisser mettre leur vie en danger.

## Quel impact cela a-t-il eu sur les jeunes ?

La directrice d'EGDO témoigne de ce qu'elle a perçu et analysé : beaucoup d'étonnement chez les jeunes à découvrir leurs parents sous un tel jour ! Une certaine fierté de voir leurs parents se mettre en avant et utiliser de tels supports. Et la « viralité » qui a garanti une efficacité de l'action : les pastilles ont énormément circulé provoquant échanges, discussions, réflexions. Quant à la cohésion des parents, elle s'est construite sur une autre base, certes, mais l'aventure les a soudés et les rend également fiers de pouvoir venir en parler et de partager avec d'autres parents, confrontés à cette question douloureuse des rixes, leur expérience, leur engagement.

\* Ce documentaire a été réalisé pour l'association EGDO par Nadia DJABALI. En novembre 2017, les parents rencontrent la réalisatrice ; les plans sont tournés début janvier 2018, le film documentaire monté à la suite et une vingtaine de pastilles postées sur les réseaux sociaux entre février et juillet de la même année.

Le DVD est disponible auprès de l'outilthèque de la MMPCR.

# Hackaton, prévathon, créaton : un nouveau modèle pour favoriser l'émergence de projets en promotion de la santé



Des *week-ends marathon* sont proposés aux jeunes qui souhaitent inventer des outils de prévention innovants en mettant à profit leur engagement social. Ce cadre permet de les impliquer dès l'idéation et jusqu'à la formalisation d'un projet qui fait sens pour eux. Le CRIPS s'inspire des méthodes de l'entrepreneuriat social pour développer des projets à impact. L'atelier propose de revenir et d'échanger sur deux années d'expériences pour le Crips et les jeunes engagés.

## Favoriser l'émergence de projets, en promotion de la santé, imaginés par les jeunes

Le Crips Ile-de-France suit les principes de promotion de la santé : *Processus qui confère aux populations les moyens d'assurer un plus grand contrôle sur leur propre santé, et de l'améliorer*. A ce titre, le Crips Ile-de-France prône des discours de prévention positifs en proposant des modalités d'actions incitant à la réflexion et à la **participation active**. C'est avec cette intention et une volonté d'**empowerment** des publics bénéficiaires que le Crips a mis en place ce programme de soutien à l'engagement des jeunes et à la réalisation de leurs projets.

## Prévathon, Créathon, késako ?

*Des week-end durant lequel des équipes pluridisciplinaires travaillent sur un projet innovant (pour la santé).*

Ces événements collaboratifs impliquent un public sur sa santé et encouragent l'émergence d'idées sur une problématique donnée au début du week-end. Organisés sous forme de concours, des équipes sont constituées en début de week-end afin de se pencher sur le sujet proposé par la structure organisatrice.

- [Évènement organisé par le Crips Ile-de-France \(lien youtube\)](#)

Ces actions permettent d'atteindre plusieurs objectifs aussi bien dans le secteur de la prévention, qu'au profit des bénéficiaires. Construites dans une perspective de renforcement des capacités des bénéficiaires, ces actions ne nécessitent pas d'expertise particulière chez les participants et participantes : la diversité du groupe constitué permet de renforcer leur créativité et de joindre les compétences, connaissances, centres d'intérêts au profit de la résolution de la problématique posée.

### **Pour le secteur de la promotion de la santé :**

- Innover en prévention santé grâce à l'intelligence collective
- Permettre l'implication des bénéficiaires

### **Pour les participants :**

- Rencontrer des profils différents
- Empowerment et démocratisation de la participation des jeunes sur les enjeux liés à la santé

Toutefois, il reste difficile de mobiliser les participants et participantes sur le long terme du fait de leur situation (pour la majorité, étudiants et étudiantes). Les équipes sont souvent constituées à partir de la motivation au détriment d'une complémentarité des connaissances, compétences, centres d'intérêts et sensibilités. Les jeunes engagés sur nos thématiques sont alors en demande d'accompagnement sur la thématique en question, ou sur la méthodologie.

Sur place, pendant l'évènement, nous faisons appel à des mentors afin d'apporter un regard et une expertise sur les questions bloquantes qui pourraient être soulevées pendant le travail en équipe. Pour la suite, nous avons également **construit un [programme d'accompagnement \(lien site Crips\)](#)** sur 8 mois à destination des 18 – 30 ans afin d'encourager leur implication sur les questions de promotion de la santé et de prévention.

Contacts si vous souhaitez organiser un évènement similaire :

- Jean-Baptiste LUSIGNAN [jblusignan@lecrips.net](mailto:jblusignan@lecrips.net)
- Alice QUATREPOINT [aquatrepoint@lecrips.net](mailto:aquatrepont@lecrips.net)

<https://www.lecrips-idf.net/>

# Accompagner l'adolescent et sa famille dans le dépassement de l'emprise du jeu vidéo



L'usage excessif du jeu vidéo, qui peut mener à la déscolarisation de certains adolescents, est souvent le révélateur de difficultés vécues au sein de la famille ou des pairs. Deux dispositifs tentent d'apporter des réponses aux jeunes qui surinvestissent cette activité ludique : l'atelier scolaire de l'Avvej et le groupe de parole « jeux vidéo » du Csap La Corde raide. Sans stigmatisation, ces structures cherchent à comprendre ce que cachent ces comportements. En ouvrant les jeunes à d'autres pratiques, en plongeant dans leur univers, en accompagnant leurs parents, elles leur permettent peu à peu de repositionner les jeux vidéo à une juste place.

Selon certaines projections, dans les années 2030-2040, plus de 70 % de la population mondiale aura utilisé au moins une fois un jeu vidéo. Autrement dit, la vidéo ludique fait désormais partie de l'environnement des jeunes et il n'est plus possible de faire sans. Depuis la création en 1947 du premier jeu vidéo, cet objet culturel n'a en fait cessé — exception faite de son effondrement dans les années 80 — de se développer en se diversifiant et en se complexifiant. Ses supports ont suivi le même chemin, tout comme ses applications puisqu'il est aussi utilisé dans les domaines de l'apprentissage, de la psychothérapie ou encore de la rééducation fonctionnelle. Malgré ce très large choix — il existe des milliers de jeux de logique, de stratégie, d'exploration, de construction, de survie, de compétition... —, à l'atelier scolaire de l'association vers la vie pour l'éducation des jeunes (Avvej), les enfants se concentrent en général sur quatre d'entre eux : Call of Duty, Fortnite, GTA et Minecraft. « Ils les apprécient particulièrement, mais nous constatons aussi l'existence d'une forme de reconnaissance groupale. Pour être dans le coup, en gros, il faut avoir eu ces expériences-là », observe **Sylvain Diaz**, psychologue à l'Avvej. Dans sa structure, l'équipe prend en charge une trentaine de jeunes de moins de 16 ans ne fréquentant plus l'école et orientés par l'Aide sociale à l'enfance et la justice, après le signalement d'un collègue, le repérage d'un éducateur de rue, la détresse d'un parent. « Des mamans notamment interpellent le juge car leur enfant reste enfermé dans sa chambre à jouer et qu'il ne sort plus depuis deux ans. Elles disent qu'il est dépendant et ne voient aucune solution, témoigne **Abdel Ajenouil**, responsable du dispositif. Mais, poursuit-il, « quand on offre à ces enfants la possibilité de faire autre chose, ce qui se passe est magnifique ». Selon lui, la « pauvreté de leur environnement », « l'absence de dialogue et d'échange » sont en cause. « L'enfant est une sentinelle du monde social, analyse-t-il. Quand ça va mal, il le montre ; ses comportements inadaptés sont des appels au secours ».

## Rien n'est perdu d'avance

L'atelier scolaire développe maintes activités, qu'elles soient sportives, culturelles, artistiques ou pédagogiques (français, histoire-géographie, mathématiques...). « C'est un endroit très riche. Si la problématique du jeu peut au départ désorienter un peu l'équipe, une alchimie finit par se faire et notre salle consacrée aux jeux et à l'informatique se vide à une vitesse impressionnante. Même l'enfant le plus addict ne s'y intéresse plus », assure **Abdel Ajenouil**. Un des ressorts de ce changement tient à l'intérêt porté à ce que fait l'enfant, au jeu auquel il joue, à la connaissance qu'en a l'équipe. Par ce biais, « il sent que l'on accorde de la valeur à ce qu'il fait. Et si on lui dit après ces échanges qu'il doit partir faire de l'équitation ou du théâtre alors que cela n'a rien à voir, il y court », affirme-t-il, tout en s'émerveillant du processus de plasticité cérébrale. « Chez l'enfant, les réseaux neuronaux se régénèrent à une vitesse impressionnante mais il faut les fortifier », explique-t-il. En effet, lorsque l'on pratique longtemps une activité, cela remodèle les connexions du cerveau, mais cela entraîne aussi la disparition d'autres neurones devenus inactifs. « Le cerveau est cependant capable de créer de nouvelles zones, souligne **Abdel Ajenouil**. Un enfant a donc besoin d'un environnement lui ouvrant diverses possibilités, lui permettant des découvertes. Cela résume le travail que nous effectuons. » Et les résultats semblent au rendez-vous puisque « les enfants concernés décrochent finalement assez vite des écrans et apprennent peu à peu à bien gérer le temps ». Sans compter qu'en général, ils renouent avec la scolarité.

L'intervention ne s'arrête cependant pas là et un « club parents » a été créé afin que l'action puisse perdurer au domicile. Les parents sont ainsi initiés à diverses activités qu'ils pourront continuer à pratiquer avec leurs enfants : jeux vidéo, de cartes, contage d'histoires, théâtre... Le plus important n'est pas de connaître tous les jeux vidéo mais d'abord de montrer au jeune que l'on en est curieux, voire de lui demander comment jouer. « Chacun pourra ainsi enseigner

*quelque chose à l'autre. C'est cet échange qui disparaît dans les situations que nous voyons, déplore Abdel Ajenouil. Le dialogue manque alors qu'il faut du partage. Parfois aussi, parce qu'il s'agit souvent de mères isolées, la relation est tellement fusionnelle qu'elle en arrive à paralyser l'enfant. »*

### **Partir de l'approche des jeunes**

Du côté de la Corde raide, le constat est assez voisin. Et devant l'augmentation des demandes relatives à des jeunes passant des heures devant des écrans, accusant des baisses de résultats scolaires, voire déscolarisés, n'investissant plus d'autres activités et se coupant de leurs amis, un dispositif *ad hoc* a été élaboré. Orientés vers ce centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa) par leurs parents ou des institutions, les jeunes étaient jusque-là reçus d'emblée par un psychologue comme pour toute demande liée à une addiction. *« Souvent, ils ne comprenaient qu'une fois dans nos locaux où ils se trouvaient et c'était très violent pour eux. Ils nous disaient : "Je ne suis pas un tox, c'est la honte ! Qu'est-ce que je fais ici ? C'est un piège." Malgré notre bienveillance, notre neutralité et notre savoir-faire, nous n'arrivions pas à créer un environnement favorable, rien ne prenait »,* se souvient **Samuel Dupin**, psychologue. Ces jeunes savaient qu'ils surinvestissaient les jeux vidéo mais rejetaient l'idée de « passer pour des drogués » et très vite ne revenaient plus au centre.

Partant de la parole des jeunes, le psychologue a alors réfléchi au terme « addiction » rapporté aux jeux vidéo. Dans les addictions à un produit, *« on se laisse aller à sentir ses effets, il y a une forme de passivité. Cela entraîne souvent une perte de contrôle. Pouvait-on dire de même pour les jeux vidéo ? »,* s'est-il interrogé. Dans les jeux de guerre par exemple, *« l'environnement sensoriel est très riche et stimulant »,* pointe-t-il. Le joueur qui incarne un soldat entend le bruit des bombes autour, voit les balles fuser, les dégâts humains et matériels... et doit maîtriser toute la coordination psychomotrice de ses personnages via la manette de la console. *« On ne retrouve là ni toute la passivité propre à l'addiction à un produit ni la perte de contrôle. Au contraire, il faut dominer ses réflexes, gérer de multiples paramètres »,* estime le psychologue. Il reconnaît cependant l'existence d'une compulsions, d'une envie irrésistible de revenir constamment à cette activité, d'y consacrer beaucoup de temps. L'idée a alors germé de proposer aux jeunes non plus une prise en charge individuelle mais groupale, qui viserait à ne pas moraliser l'approche du jeu vidéo mais à comprendre de quoi cet usage excessif est le symptôme. *« Il s'agit de les aborder en leur disant non qu'ils sont là parce que leur comportement est pathologique mais parce que leurs proches sont inquiets et pour qu'ils nous donnent leur point de vue sans crainte d'être jugés ou sommés d'arrêter »,* résume-t-il.

### **Trouver la clé du symptôme**

Avant d'intégrer un groupe de parole, les jeunes sont reçus par un pédopsychiatre qui évalue la demande et la pertinence d'y venir. Pour faciliter la verbalisation, des ordinateurs et des consoles de jeux sont à disposition. *« On peut utiliser une séquence et jouer avec eux, tout en maintenant l'asymétrie de la relation, pour comprendre ce qui est en question »,* explique Samuel Dupin. L'objectif est de déceler ce que recherche le jeune : des sensations fortes ?, une forme de reconnaissance ? de compensation narcissique ? à s'émanciper ? se socialiser ?... *« On partage ses excitations, on observe quand il s'énerve, se lève, quand il est content, pourquoi il a pris telle ou telle option. Et il s'agit de soutenir un discours qui leur permette de sortir d'une emprise »,* développe-t-il. Le groupe de parole se réunit une fois par mois ; le jeune participe à une séance ou plus, puis un suivi individuel selon les problématiques repérées lui est proposé. Des prises en charge sous forme de thérapie familiale sont aussi possibles.

Le psychologue envisage par ailleurs d'animer un groupe avec les parents visant à les initier aux jeux vidéo, à réfléchir avec eux à la manière, souvent dévalorisante, dont ils perçoivent ces supports, à les amener à comprendre ce qui se passe. Avec certaines vidéos ludiques, en effet, l'enfant peut vivre des situations angoissantes, subir un stress intense, ressentir de multiples frustrations liés aux choix qu'il a faits. *« Pour éviter qu'un enfant se retrouve seul face à cela, il importe d'observer son comportement, de l'amener à verbaliser ce qu'il ressent, à évoquer ses émotions »,* souligne Samuel Dupin, qui partage l'analyse de l'Avvej : les jeunes surinvestissent les jeux vidéo par ennui et car on ne s'intéresse pas assez à eux. *« Ce sont des refuges face à une difficulté, une peur. Si on les accompagne, si on les porte, ils ont envie de s'investir dans "la vraie vie". »* Aussi, insiste-t-il, *« s'il faut certes limiter les temps de jeu, ne pas laisser un enfant de 10 ans avec une tablette seul dans sa chambre et sans limites, il convient également, en tant que parent, qu'éducateur, de s'intéresser au contenu de ces jeux et, pour ce faire, de s'y immerger. »*

#### **Intervenants :**

Sylvain Diaz - Psychologue, Abdel Ajenouil ( - Responsable de l'atelier scolaire / AVVEJ  
Marie-Sophie Therrié-Michaut - Médecin, Samuel Dupin - Psychologue / CSAPA La corde raide – UDSM  
[www.avvej.asso.fr](http://www.avvej.asso.fr) / <https://lacorderaide.org>

## L'expérience RDR 2.0 de l'association SAFE



Depuis 2011, l'association SAFE a conçu, expérimenté et développé un dispositif dit de « réduction des risques à distance ».

Ce dispositif regroupe une palette d'outils 2.0 qui permet d'accéder, par internet et mail, à de nombreuses prestations de réduction des risques : accueil, accompagnement, orientation, matériels de prévention, formation sur les surdoses, naloxone, dépistage. Au cours de cet atelier, SAFE présentera la palette d'outils disponibles, le fonctionnement du dispositif, les profils des publics qui en bénéficient, ainsi que les principaux résultats quantitatifs et qualitatifs.

Safe est une association destinée à favoriser l'accès aux matériels de consommation à moindres risques pour les usagers de drogues. Elle assure le développement et la promotion des outils et des modalités d'intervention les plus adaptés en matière de lutte contre les contaminations virales, bactériennes et fongiques. Leurs services permettent aux usagers de drogues d'accéder gratuitement et 7j/7 aux matériels de consommation à moindre risque (injection, inhalation, sniff), aux préservatifs, aux kits de dépistage du VIH/SIDA et des hépatites B et C.

**L'accès au matériel stérile d'injection reste encore souvent problématique, notamment pour les usagers habitant en zone rurale ou dans des villes éloignées des lieux d'accueil.**

Il n'est pas non plus aisé pour ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas fréquenter les CAARUD et CSAPA, soit parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans le public de ces structures, soit parce que les horaires ne sont pas adaptés, ou encore parce qu'ils ont des difficultés à partager avec les équipes leurs pratiques de consommation, ou tout simplement parce qu'ils sont à la recherche d'anonymat ou qu'ils ont peur de la stigmatisation.

### **Un dispositif dit de « réduction des risques à distance »**

Ce sont pour toutes ces raisons que depuis 2011, l'association SAFE a conçu, expérimenté et développé un dispositif dit de « réduction des risques à distance ». Ce dispositif regroupe une palette d'outils 2.0 qui permet d'accéder, par internet et mail, à de nombreuses prestations de réduction des risques : accueil, accompagnement, orientation, matériels de prévention, formation sur les surdoses, naloxone, dépistage.

**Depuis la création de l'association, c'est pas moins de 6 millions d'outils de réduction des risques qui ont été envoyés dans toute la France**, chaque envoi étant adapté à chaque usager et à sa propre pratique. Au cours des échanges entre l'usager et l'intervenant de Safe, l'usager peut recevoir également des supports d'informations et des réponses à ses questions sur sa consommation et sur les risques liés à l'injection (80% de la file active sont des injecteurs, dont 1/4 de chemsexers) et les informent sur les dispositifs de soin et d'accompagnement.

Tout savoir sur le programme : [www.rdr-a-distance.fr](http://www.rdr-a-distance.fr)

Accéder au service, par téléphone au 01 40 09 04 45 ou par E-mail : [contact@safe.asso.fr](mailto:contact@safe.asso.fr)

Intervenante : Catherine Duplessy, Directrice  
<http://www.safe.asso.fr/>

## Présentation du dispositif « Promeneurs du Net »



Le dispositif « Promeneurs du Net » permet à des travailleurs sociaux, intervenant notamment en direction d'un public jeunes, d'assurer une présence éducative en ligne. Réunissant des professionnels de structures et de domaines d'activité très variés, les Créer, maintenir un lien, conseiller, soutenir, accompagner : les Promeneurs du Net sont une autre manière d'être en relation avec les jeunes sur internet.

Le concept à l'initiative des **Promeneurs du Net** – « Nätvandrarna » - est né en Suède au début des années 2000, avec l'objectif d'installer un dialogue en ligne avec les jeunes. En 2012, la Caf et le conseil départemental de la Manche décident de l'importer sur le territoire français. Forte du succès de cette expérimentation et de son extension à trois autres départements les années suivantes, et des résultats encourageants obtenus, les Caisses d'Allocations Familiales décident en 2016 de déployer sur l'ensemble du territoire national le projet : « Promeneurs du Net, une présence éducative sur Internet », en partenariat avec le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, le ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes et la Mutualité sociale agricole. Dans certains départements, une coordination technique des Promeneurs est déléguée à une structure locale, en l'occurrence pour la Seine-Saint-Denis la Ligue de l'Enseignement/Fédération des Œuvres Laïques, et pour Paris l'association ARC-Equipes d'Amitié.

### Objectifs :

- Maintenir le lien éducatif en ligne, dans le prolongement de l'accompagnement en présentiel.
- Conseiller, orienter les jeunes dans leurs questionnements, problématiques sociales, culturelles, éducatives, d'insertion grâce aux media sociaux ; faire de la prévention en ligne.
- Soutenir des projets portés par des jeunes en proposant un accompagnement et un dialogue sur internet également.

### Pour qui ?

- Des professionnels accompagnant des jeunes (animateur, éducateur...) et exerçant dans des structures variées (centre social, foyer des jeunes travailleurs, maison des jeunes...).

### Présentation lors des Rencontres

L'atelier a débuté avec une présentation par la CNAF du dispositif Promeneurs du Net, de son histoire et de son déploiement au niveau national. En termes de perspectives, la question de la formation des professionnels est l'un des principaux enjeux qui ressort d'un projet européen auquel participe la France : les « web walkers ». La CAF 93 et la Ligue de l'Enseignement/FOL 93 – qui porte la coordination du dispositif sur le département – ont ensuite présenté la démarche telle qu'elle se décline en Seine-Saint-Denis. Pour terminer, deux Promeneurs du Net, actifs en Seine-Saint-Denis (éducateur spécialisé et animatrice en foyer de jeunes travailleurs), ont apporté leur témoignage « de terrain » sur leur pratique éducative numérique et les questionnements que cela soulève sur leurs postures professionnelles.

\* **la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF)** pilote le réseau des Caisses d'Allocations Familiales (CAF), présentes dans chaque département, qui ont pour priorité l'accompagnement social des familles, l'accueil du jeune enfant, l'accès au logement et la lutte contre la précarité ; elles forment ensemble la branche Famille de la Sécurité sociale. Ce sont les CAF départementales qui pilotent localement le dispositif Promeneurs du Net.

\* **la Ligue de l'Enseignement / Fédération des Œuvres Laïques (FOL 93)**, mouvement d'éducation populaire qui propose des activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs ayant pour objectif de contribuer à l'émancipation humaine, coordonne le réseau des professionnels Promeneurs du Net séquanodionysiens.

\* **la Fondation Jeunesse Feu Vert**, structure intervenant en prévention spécialisée, et l'Association pour le Logement des Jeunes Travailleurs (ALJT), ont aussi contribué activement à ce partage d'expérience.

## « Opération #, une approche de la prévention des conduites à risques chez les jeunes par le numérique »



Le projet Opération# est une série de vidéos écrites et tournées par les jeunes du quartier Danube-Solidarité-Marseillaise (Paris 19), sur divers sujets de prévention. Seront présentés l'approche et les apports de l'outil numérique dans ce travail conjoint de prévention des conduites à risques chez les jeunes ainsi que les premières vidéos réalisées.

L'AJAM et le Centre Social et Culturel Danube sont situés au cœur du quartier prioritaire Danube-Solidarité Marseillaise, dans le 19ème arrondissement de Paris, marqué par la précarité. La scolarité des jeunes du territoire est touchée par cette précarité, qui peut devenir un obstacle à leur réussite et leur insertion. Il apparaît donc que l'orientation et la construction des projets professionnels sont des enjeux de taille pour l'avenir du quartier et de ses jeunes.

La question du numérique est de plus en plus présente dans notre société. Son développement entraîne des dérives mais c'est également un formidable outil de communication et peut être vecteur d'une ascension sociale. Faut-il encore en maîtriser les rouages ! Un nouveau monde s'ouvre aux jeunes et nous avons pris le parti de l'intégrer à nos pratiques éducatives et d'en tirer l'aspect le plus positif pour accompagner nos publics à en faire une force.

Lancée en janvier 2019, ce projet s'appuie sur une collaboration de longue date entre nos deux structures et bénéficie de la complémentarité de nos forces. Il a été construit et pensé conjointement du début à la fin.

Le projet est pensé autour de 3 axes :

- **Compréhension des usages** : comprendre les pratiques numériques des jeunes sur notre territoire d'intervention en réalisant un état des lieux
- **Axe conduites à risque** : élaborer une série de mini saynètes sur Smartphone d'une durée de 40 secondes à une minute sur des situations de mises en danger au quotidien.
- **Axe formation – emploi** : organiser une conférence métiers du numérique

### **Le numérique comme outil de prévention**

*Déroulé des séances : choix du sujet, écriture du scénario et tournage des séquences.*

Chacune de ces étapes est un support très intéressant pour le travail éducatif auprès des jeunes. Le choix du sujet permet d'aborder une grande variété de thèmes de prévention, et de cibler les préoccupations des jeunes. Aborder ces sujets à travers une posture de scénariste, de réalisateur ou d'acteur, permet aux jeunes de se confier et de se projeter en toute sécurité. L'utilisation de l'outil numérique apporte une proximité par rapport à leurs usages de la vie quotidienne et permet de valoriser leurs compétences. Manipuler cet outil permet également d'agir en prévention autour des usages des réseaux sociaux et du téléphone et de sensibiliser en éducation aux médias.

Nous avons diffusé les deux vidéos déjà finalisées : une sur l'influence du groupe, réalisée avec un groupe de garçons de 13 ans en moyenne ; et une sur l'escorting réalisée par un groupe de jeunes femmes de 19/20 ans.

Atelier présenté par :

> Charlotte Ducouret / Centre social Danube / <http://assodanube19.org/>

> Mustatha Cisse / Le club de prévention AJAM./ <https://www.cpsp-asso.com/association-des-jeunes-amis-du-marais-ajam.html>

# Projection débat

## LE PORNO EN LIGNE : UN NOUVEAU DEFI POUR L'EDUCATION A LA SEXUALITE

**A**vec l'arrivée du net, le porno est passé d'un monde clos et cloisonné à un produit non payant et accessible à tou.tes. Les images pornographiques peuvent survenir sans qu'on les ait recherchées, via des pop-up, et faire ainsi effraction sur nos écrans. Cette « pornculture » impacte la sexualité et les rapports de genre. Pouvoir parler du porno en ligne est devenu un enjeu de santé sexuelle à prendre en compte pour les actrices et acteurs intervenant en protection de l'enfance et plus largement auprès de la jeunesse. Les trois intervenant.e.s de cette projection-débat ont intégré cette réalité dans leurs modalités d'action. La Ligue de l'enseignement et l'OPEN font partie du collectif qui a développé un outil de prévention pour en parler avec les adolescent.e.s ; l'OPEN a rendu un rapport à la Ministre de la santé sur « la protection de l'enfance face à la pornographie » et le Planning Familial s'y trouve confronté, que ce soit lors des accueils individuels de jeunes ou lors des actions collectives d'éducation à la sexualité.

### INTERVENANT.ES

#### Thomas Rohmer

Président de l'association OPEN (Observatoire de la Parentalité et de l'Education Numérique) dont l'objectif est d'accompagner et de responsabiliser la communauté éducative (parents, adultes et enseignants).

#### Héloïse Galili

Conseillère conjugale et familiale au Planning Familial de Paris et psychologue sexologue en libéral. Le Planning familial est une association militante féministe et d'éducation populaire qui propose un espace ressources en santé sexuelle et anime hors les murs des actions d'éducation à la sexualité.

#### Julie Stein

Chargée de projet numérique éducatif à la Ligue de l'enseignement.

### ANIMATRICES

#### Hélène Tanné & Isabelle jeannes

Cheffes de projet à la MMPCR



## QUELQUES DONNEES POUR SITUER LE PHENOMENE

- 58 % de garçons et 45% de filles ont vu leurs premières images pornographiques entre 8 et 13 ans
- 53% des adolescent.e.s y ont été exposés accidentellement

(Sources Ifop, Les adolescents et le porno vers une « Génération Youporn », Mars 2017)

## DEFINITION DE LA SANTE SEXUELLE PAR L'OMS

C'est un état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en relation avec la sexualité, et non pas simplement l'absence de maladies, de dysfonctionnements ou d'infirmités.

La santé sexuelle requiert une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles, ainsi que la possibilité d'avoir des expériences sexuelles agréables et sûres, sans contrainte, discrimination et violence. Pour atteindre et maintenir un bon état de santé sexuelle, les droits sexuels de tous les individus doivent être respectés et protégés.

Faire la promotion de la santé sexuelle c'est la finalité de l'éducation à la sexualité.

---

### Julie STEIN

Ligue de l'enseignement

---

La Ligue de l'Enseignement rassemble 103 fédérations associatives. Ce sont les retours de ces actrices et acteurs de terrain qui ont permis d'évaluer les besoins de ressources éducatives pour aborder la thématique de la pornographie lors des interventions sur l'égalité filles/ garçons. En effet, il existe de fortes inégalités entre les familles concernant la possibilité de parler de sexualité. Et il s'avère que la loi de 2001 qui encadre l'éducation à la sexualité n'est que peu ou pas appliquée. Or, le porno ne doit pas être la seule réponse aux questions que les jeunes se posent en matière de sexualité.

On sait, en outre, que l'accès aux contenus pornographiques a un réel impact sur la sexualité des adolescent.es et des jeunes. En effet, ceux-ci

correspondent aux modes de consommation d'images des adolescent.es et des jeunes adultes : ce sont des séquences courtes, qui abordent directement le sujet.

C'est pourquoi la Ligue de l'Enseignement, avec un ensemble de partenaires, s'est engagée en juin 2019 dans la démarche de co-construction de ressources éducatives : des vidéos à destination des jeunes, mais aussi des adultes, et, pour les accompagner, des fiches pédagogiques à destination des professionnel.les de l'éducation. Ces outils sont disponibles et téléchargeables en ligne (voir encadré ci-dessous).

Les fiches sont construites de la manière suivante :

- les notions clefs
- comment alimenter le débat en lien avec la vidéo ?
- une rubrique « Pour aller plus loin »

## UN FILM DOCUMENTAIRE ET UN KIT DE PREVENTION

DES OUTILS POUR AGIR ET INTERVENIR, AUPRES DES JEUNES DANS UNE DEMARCHE D'EDUCATION A LA SEXUALITE, OU AUPRES DES ADULTES, DANS LE CADRE DE SENSIBILISATION OU DE FORMATION

- « **Pornographie : un jeu d'enfant** », un film documentaire d'Anne Marie Avouac, produit par Cinétévé en 2019 (55 minutes).

<http://cineveve.com/films/pornographie-un-jeu-denfant/>

Il a été diffusé sur France 2 le 09 octobre 2019 dans le cadre d'une soirée thématique « Pornographie : jeunesse en danger. »

<https://www.france.tv/france-2/telematin/1087171-pornographie-jeunesse-en-danger.html>

- **Le kit pédagogique « Ados : le porno à portée de clic »** a été co-réalisé par le [réseau Canopé](#), [l'association OPEN \(Observatoire de la Parentalité et de l'Éducation numérique\)](#), [Cinétévé](#), [FranceTV éducation](#) et la Ligue de l'enseignement. Il se compose de 5 modules vidéos, construits à partir des rush du film documentaire d'Anne Marie Avouac et de 5 fiches pédagogiques, support pour développer l'échange et la réflexion à partir des vidéos.

Lien vers les modules vidéos : <https://www.lumni.fr/programme/ados-le-porno-a-portee-de-clic>

- 1 Porno, le choc du premier clic** ou comment mettre des mots sur ce que des enfants ou adolescents ont pu voir et ressentir lors de leur première confrontation avec des images à caractère pornographiques

La fiche pédagogique : <https://laligue.org/download/Fiche1-Porno-le-choc-du-premier-clic.pdf>

- 2 Le porno, c'est du cinéma** ou comment contextualiser les normes véhiculées par l'industrie du porno et mettre en évidence la fabrication de ces images par l'industrie du porno : la codification des pratiques sexuelles et la mise en scène des corps.

La fiche pédagogique : <https://laligue.org/download/Fiche-2-Le-porno-c%25E2%2580%2599est-du-cinema.pdf>

- 3 Non, c'est non !** Quand les images et vidéos mettant en scène des femmes prenant du plaisir dans une relation forcée, les repères sont brouillés en matière de consentement. Il est alors essentiel de redéfinir ce qu'est le consentement et de rappeler qu'il constitue le principe de toute relation.

La fiche pédagogique : <https://laligue.org/download/Fiche-3-Non-cest-non-.pdf>

- 4 Porn addict.** Si tou.te.s les adolescent.es qui regardent de la pornographie ne risquent pas de développer une dépendance il est essentiel de lever les tabous sur cette potentielle dépendance.

La fiche pédagogique : <https://laligue.org/download/Fiche-4-Porn-Addict.pdf>

- 5 Parlons porno.** Il n'est pas toujours facile de parler de pornographie, ou de sexualité au sein du cercle familial. Le but de ce module est d'outiller les parents pour aborder, ou savoir orienter, son enfant sur les questions de sexualité.

La fiche pédagogique : <https://laligue.org/download/Fiche5-Parlons-porno.pdf>

---

## Thomas ROHMER

Président de l' OPEN

---

L'industrie du net est venue modifier en profondeur les modes de diffusion et d'accès aux contenus pornographiques. Et ce sont ces évolutions qui préoccupent l'OPEN, qui entend alerter les politiques sur les questions de protection de l'enfance dans les espaces numériques.

Il y a dix ou quinze ans, l'industrie pornographique et ses productions représentaient un monde assez fermé : celui des chaînes de télévision cryptées, des sex shop et des revues spécialisées. Il était alors infiniment plus simple de faire respecter l'article 227-24 du Code pénal qui interdit la diffusion de contenus à caractère pornographique auprès de mineur.es. La réalité de l'industrie pornographique est aujourd'hui complètement différente. Il y a 9 ans, U PORN apparaît dans le paysage numérique, et c'est devenu le site le plus consulté au monde à l'heure actuelle. L'apparition de ces tubes<sup>12</sup> a ensuite connu une croissance exponentielle. Et il est important de comprendre ce qui les caractérise. Tout d'abord, ce sont des sites non payants, ce qui ne veut pas dire « gratuits ». En effet, la contrepartie de l'accès aux contenus proposés, c'est que chaque consommateur participe à une vaste entreprise de collectes de données, laquelle alimente l'activité publicitaire en ligne. De plus, ces sites, aux Etats-Unis par exemple, communiquent en se présentant comme des acteurs de l'éducation sexuelle et se réclament de la liberté d'expression. Enfin et surtout, comme l'a montré Ovidie dans son documentaire Pornocratie<sup>13</sup>, il est important de comprendre comment le modèle économique de l'industrie du sexe en ligne impacte sur les contenus diffusés. Car les sites ne se distinguent les uns des autres que par le niveau de trafic qu'ils génèrent, et c'est ce qui aboutit à une surenchère dans la proposition d'images toujours plus « trash » et plus violentes.

---

<sup>12</sup> Sites web d'hébergement de vidéos et médias sociaux sur lesquels on peut envoyer, regarder, commenter, évaluer et partager des vidéos en streaming

<sup>13</sup> *Pornocratie, les nouvelles multinationales du sexe*, diffusé sur Canal + le 18 janvier 2017.

Autre phénomène inquiétant, ces tubes fonctionnent avec des critères de recherche qui sont de deux ordres, les pratiques sexuelles recherchées et les critères ethniques. Et ce sont en outre des contenus à vocation masturbatoire qui sont centrés sur le plaisir masculin. L'OPEN a ainsi réalisé en 2016 une enquête avec l'IFOP qui montrait que les modes de consommation de la pornographie en ligne par les jeunes garçons étaient différents de ceux des jeunes filles : les premiers regardant plutôt des contenus pornographiques seuls, alors que les jeunes filles les visionnent plutôt en présence de pairs.

Dans ce contexte, loin de vouloir jouer les censeurs mais afin de rappeler les fondamentaux de la protection de l'enfance, l'Observatoire de la Parentalité et de l'Education Numérique a entrepris plusieurs démarches. En 2019, l'OPEN a déposé plainte contre PORN HUB, dans le but d'alerter sur la nécessité d'obtenir de ces industries qu'elles respectent les lois des pays dans lesquels elles entendent diffuser librement leurs contenus. En décembre, l'association restait en attente d'une réponse du TGI de Paris. L'OPEN a également répondu à une sollicitation de Laurence Rossignol et co-animé un groupe de travail sur ce sujet au sein de la DGCS (Direction Générale de la Cohésion Sociale). Les conclusions ont été rendues à Agnès Buzyn, et ont été reprises le 20 novembre 2019 par le Président de la République, qui a annoncé un renforcement de la protection des mineur.es<sup>14</sup> dans son discours à l'UNESCO à l'occasion du 30ème anniversaire de la Convention des droits de l'enfant. Enfin, l'OPEN s'investit aussi dans l'élaboration de ressources éducatives tel que le kit *pédagogique « Ados : le porno à portée de clic »* pour promouvoir une éducation à la sexualité adaptée aux enjeux de la circulation des contenus pornographiques dans les espaces numériques. Il est en effet important d'ouvrir pour les adolescent.es des espaces de parole sur la sexualité et d'écouter ce qu'ils ont à en dire. Parallèlement, il est essentiel que les adultes (parents,

---

<sup>14</sup> Les mesures nouvelles devront permettre de lutter contre l'exposition des enfants à la pornographie **en mettant en place un contrôle parental par défaut**, permettant ainsi aux parents de reprendre davantage la main sur l'utilisation du numérique par leurs enfants ; **en responsabilisant et sanctionnant les sites permettant aux mineurs d'accéder à leurs contenus ; et en donnant une compétence supplémentaire au Conseil supérieur de l'audiovisuel qui aura désormais également la charge de protéger les mineurs face à la pornographie.**

entourage, professionnel.les) bénéficient de lieux ressources pour déposer leurs questions et être accompagné.es dans leurs démarches éducatives.

> Voir la synthèse de l'atelier « *La parentalité face au numérique (parents d'ados et de préados)* » page 38.

---

## Héloïse GALILI

Conseillère conjugale et familiale au Planning Familial de Paris et psychologue sexologue en libéral

---

Le Planning Familial est une association féministe d'éducation populaire qui intervient beaucoup à l'école pour l'éducation à la sexualité, dans le cadre de la loi de 2001, même si, dans les faits, cette loi n'est pas encore suffisamment appliquée. La démarche d'éducation populaire consiste à prendre en compte les connaissances et les expériences de chacun.e pour les mettre en commun et fabriquer ensemble un questionnement sur la sexualité. Elle se distingue d'un cours où l'on adopterait une position sachante. Il s'agit aussi d'avoir confiance dans le fait qu'il y aura dans le groupe une diversité de point de vue qui permettra de questionner les normes et les stéréotypes sexistes.

Si le Planning Familial, en tant qu'association militante, n'a pas de position politique explicite sur la pornographie et sa diffusion en ligne, la question de savoir comment traiter la pornographie en tant qu'objet social dans le cadre des pratiques d'éducation à la sexualité est bien présente. En effet, les représentations véhiculées par les contenus pornographiques ne sont pas neutres politiquement. Il s'agit d'un espace de promotion de la domination des hommes sur les femmes, et où la jouissance des femmes apparaît comme conditionnée par le fait d'être passives et dominées dans la sexualité.

La consommation de contenus pornographiques en ligne représente également un enjeu de santé sexuelle. En effet, faire des jeunes et des moins jeunes des consommateurs/trices en ligne ne relève en rien d'un projet d'émancipation, il ne faut pas confondre accès facilité aux contenus pornographiques et liberté sexuelle. En outre, le visionnage de contenus pornographiques n'est pas sans impact, car on

rencontre très rarement, dans le cadre des consultations de sexologie, des hommes qui disent se masturber sans pornographie. On peut donc faire l'hypothèse d'une influence de la pornographie sur le développement d'une sexualité auto-érotique de plus en plus systématiquement associée à une représentation pornographique, ce qui signale un appauvrissement de l'imaginaire érotique. Si la recherche française est encore très frileuse à avancer que la pornographie a des effets sur la sexualité réelle, ce n'est pas le cas outre atlantique où on s'intéresse à son impact sur le niveau d'agressivité dans les pratiques sexuelles et sur le degré d'adhésion à la culture du viol. Néanmoins, les travaux de Nathalie Bajos montrent que la sexualité constitue le champ où l'adhésion au principe d'égalité entre les femmes et les hommes résiste : il y a un schéma prégnant d'inégalités de désir et d'accès au plaisir. Ces stéréotypes sont relayés et nourris par la pornographie qui véhicule un modèle très traditionnel de relation selon lequel « ça (me) fait plaisir de lui faire plaisir ». L'enjeu est donc de pouvoir réfléchir ces questions du point de vue des objectifs citoyens d'égalité et de liberté sexuelle réelle ? Comment adopter une culture du désir, du plaisir, de l'attente ... tout ce que l'on ne trouve pas dans la pornographie ?

Concernant les jeunes mineur.es, on sait que l'éducation sexuelle fait l'objet de multiples influences avec, aujourd'hui, une forte prévalence des réseaux sociaux. L'accès au porno en ligne pose un véritable problème de protection de l'enfance car, pour les jeunes qui vont chercher des contenus sur internet, ces contenus sont présentés de façon banalisée et aucun cadre n'est posé qui les informe de l'interdiction ou du danger. En outre, pour les enfants ou adolescents qui vivent une exposition forcée à la pornographie, celle-ci constitue *a minima* un choc cognitif.

Pour Héloïse Galili, il est important de revenir aux fondamentaux : l'éducation à la sexualité, au sens de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, est une mission d'éducation à la portée de tou.tes. Comment s'assure-t-on de l'accord de l'autre ? Comment fait-on pour prendre du plaisir ensemble ? Ces questions sont fondamentales pour le vivre ensemble, à tout âge.

## QUESTIONS ET REACTIONS DE LA SALLE

- *Pour les intervenant.es du Tête à Tête, dès lors qu'il s'agit de parler de la puberté et des changements du corps, la pornographie apparaît comme une thématique récurrente dans les échanges avec les jeunes. Une infirmière scolaire en lycée a demandé au Tête à Tête de travailler à la manière d'aborder ces questions. La structure a alors développé un module spécifique pour les plus de 16 ans, à partir de ce que l'infirmière avait repéré lors des entretiens avec les élèves. Il s'agit, dans cette démarche, de « parler vrai », donc de pouvoir parler des catégories construites par le porno, d'interroger la connaissance que les jeunes ont en matière de sexualité, de voir ce qu'ils mettent derrière les mots. En effet, les jeunes essaient de trouver des réponses en visionnant des contenus pornographiques. Or ce sont des réponses qui arrivent trop tôt et surtout qu'ils et elles ne peuvent analyser. D'où l'importance du travail de décryptage réalisé par les intervenant.es du Tête à Tête.?*

**Evelyne DORVILLIUS, responsable du Tête-à-Tête, espace d'information, d'écoute et de prévention pour les 13/25 implanté au sein du centre commercial Rosny 2**

- *Lorsqu'on travaille avec des groupes de 30 élèves, la difficulté, c'est de pouvoir parler concrètement des pratiques sexuelles pour déconstruire les représentations véhiculées par la pornographie, alors qu'ils et elles sont tout.es à des stades différents de leur construction, qu'ils et elles n'ont pas tout.es vu les mêmes choses. Difficile de sensibiliser les plus averti.es tout en parlant le même langage que celles et ceux qui sont encore totalement novices ... Comment toucher l'ensemble d'une classe ?*

**Une professionnelle qui témoigne en tant que mère d'une enfant de 8 ans ...**

- *Lorsque sa fille de 8 ans s'est trouvée confrontée à des images pornographiques, elle s'est sentie très démunie, alors même qu'elle menait déjà un travail éducatif pour passer le message « ton corps t'appartient ». La sexualité n'est jamais abordée en primaire, elle reste très tabou. Or, il est inquiétant d'entendre des médecins gynécologues rapporter les demandes de certaines jeunes filles qui souhaitent des vulvoplasties afin de correspondre aux stéréotypes véhiculés par les contenus pornographiques. Ces contenus impactent également sur les relations filles/ garçons. Comment faire pour travailler ces enjeux si on ne lève pas le tabou de la sexualité à l'école ?*

**Une infirmière scolaire au sein d'un lycée polyvalent de Seine-Saint-Denis**

## EDUCATION A LA SEXUALITE / UNE OBLIGATION REGLEMENTAIRE

À ce jour, le cadre d'intervention en matière d'éducation à la sexualité est défini par **la loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception** qui permet l'accès gratuit et anonyme à la contraception et à l'avortement pour les mineurs ainsi que trois séances par an d'éducation à la sexualité et par groupe d'âge homogène (assurées par la communauté éducative ou par des intervenant.es extérieur.es).

La loi de 2001 est complétée par la **circulaire du ministère de l'Éducation Nationale N°2003-027** du 17 février 2003 qui ajoute une dimension sociale, psychologique et culturelle : vivre ensemble, lutte contre les discriminations, contre l'homophobie et contre les violences.

Cette obligation d'information et d'éducation s'applique également dans les Établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS), où la loi prévoit l'obligation de dispenser une information et une éducation à la sexualité et à la contraception dans toute structure accueillant des personnes handicapées (article L.6121-6 3° du Code de la santé publique et article L.312-16 du Code de l'éducation).

**La Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif 2013-2018** réaffirme le rôle primordial de l'éducation à la sexualité dans l'édification d'une société égalitaire ;

[www.education.gouv.fr/pid285/bulletin\\_officiel.html?cid\\_bo=67018](http://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?cid_bo=67018)

La **Stratégie nationale de santé sexuelle (avril 2017)** et les **priorités définies pour 2018-2020** constituent un cadre de référence pour une approche globale des questions de santé sexuelle et une coordination des acteurs, avec 26 actions prioritaires identifiées, concernant notamment : la santé sexuelle ; la prévention et la prise en charge des IST ; l'amélioration de la santé reproductive ; les réponses aux besoins des populations vulnérables et la promotion de la recherche et de l'innovation.

## Quelques outils utiles

### Ligue de l'enseignement

<https://laligue.org/eduquer-a-la-sexualite-grace-au-kit-ados-le-porno-a-portee-de-clic/>

### Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique

<https://www.open-asso.org/>

### Planning Familial

<https://www.planning-familial.org/fr/education-la-sexualite-99>

### Fil santé jeunes

<https://www.filsantejeunes.com/>

### On SEXprime

<https://www.onsexprime.fr/>

**Accompagnement à la vie relationnelle, affective et sexuelle.  
Éducation à la sexualité et prévention des violences sexuelles. Guide à destination des animateurs/trices et éducateurs/trices sportifs**

[https://laligue.org/download/guidesexualite\\_2019\\_vf-2019.pdf](https://laligue.org/download/guidesexualite_2019_vf-2019.pdf)

Un espace stand  
pour un partage  
d'expériences



# Des Rencontres CROQUÉES

par le dessinateur **Revo**



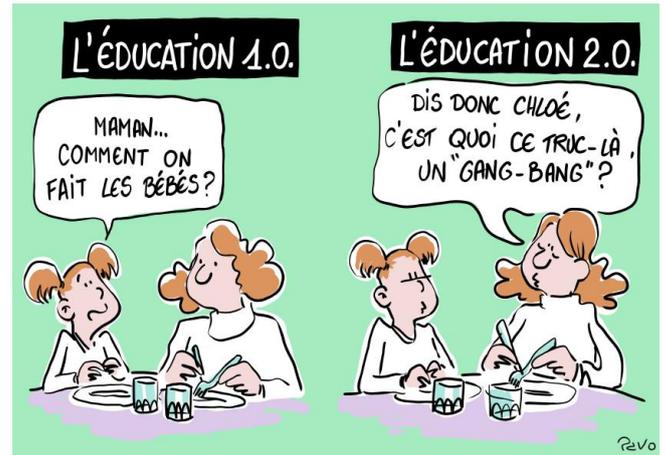
NE PAS CONFONDRE RÉEL ET NUMÉRIQUE!



PLUS FORT QUE LE BOSS DE FIN DE NIVEAU:  
TA MÈRE SUR INTERNET!



**1<sup>er</sup> ACCÈS  
AU PORNO:  
TOUJOURS  
PLUS TÔT!!**



**ATELIER SUR  
LE PORNO:**



**RAPPEL: LA MENACE PÉDO-CRIMINELLE EST BIEN PLUS FAMILIALE QUE NUMÉRIQUE!!**

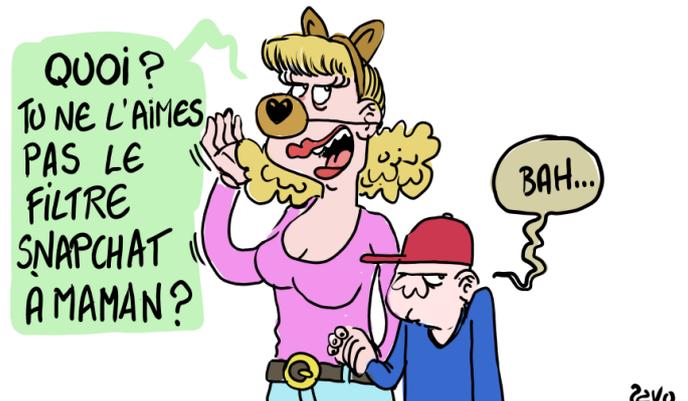


**VERTIGINEUX:  
L'INTELLIGENCE  
ARTIFICIELLE  
SE FABRIQUE  
...**

**... AVEC DE  
LA CONNERIE  
RÉELLE!!**

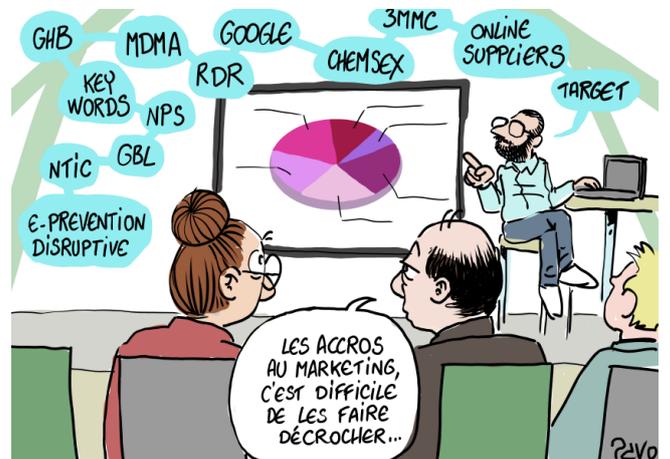


**NE PAS CONFONDRE RÉEL ET NUMÉRIQUE!**





QUAND LES ROBOTS SE FONT ATTENDRE ....





ACHÉTEZ SES BD. ! S'IL VOUS PLAÎT!

POUR QUE JAMAIS, IL NE REDEVienne L'ÉDUC!

JAMAIS!

RETROUVEZ PAVO SUR "LA PAGE DE PAVO".

E-BOUTIQUE: LA PAGE DE PAVO SHOP

2v0





**MISSION  
MÉTROPOLITAINE  
DE PRÉVENTION  
DES CONDUITES  
À RISQUES**



**seine-saint-denis**  
LE DÉPARTEMENT

**Retrouvez  
nos actualités,  
publications  
sur notre site  
[www.mmpcr.fr](http://www.mmpcr.fr)**



**Inscrivez-vous  
à notre base  
de données  
pour recevoir  
nos invitations**

**[mmpcr@cg93.fr](mailto:mmpcr@cg93.fr)**

**[dases-mmpcr@paris.fr](mailto:dases-mmpcr@paris.fr)**

**01 71 29 26 91**

41, rue Delizy, Pantin - Bâtiment A - 5e étage  
Accès métro 5 - Eglise de Pantin ou RER E Pantin  
Bus 249 ou 151, arrêt Delizy ou Louis Nadot